

Bureau Veritas Exploitation SAS

BEZANNES
54 rue René Cassin
51430 BEZANNES France
Téléphone : 03 26 05 15 25
Mail : maxime.oyance@fr.bureauveritas.com

A l'attention de M. ALLEAUME Bruno

ESID DE METZ
MINISTÈRE DE LA DEFENSE
1 RUE DU MARECHAL LYAUTEY
57044 METZ

Pré-rapport avant démolition

Article R1334-19 du Code de la Santé Publique, Norme NF X 46-020 du 5 aout 2017



Date(s) du repérage : le 11/09/2019

Coordonnées du site : 0085
Nom du site : BA 113 / GEP

Immeuble bâti objet du repérage :
BATIMENT 0085 - BA113 SAINT DIZIER
Lieu-dit ROBINSON
BP 61
52100 ST DIZIER

Numéro d'affaire : 7294733
Référence du rapport : 7294733/S2.2.2.R
Rédigé le : 18/10/2019
Par l'opérateur de repérage : Maxime OYANCE
Date de la commande : 10/09/2019

Certification de compétence : Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par BUREAU VERITAS CERTIFICATION 60 Avenue Charles de Gaulle - 92046 PARIS LA DEFENSE Certificat n° 2876731



| | Date de début de validité | Date de fin de validité |
|----------------------|---------------------------|-------------------------|
| Amiante sans mention | 29/05/2017 | 28/05/2022 |
| Amiante avec mention | 10/03/2017 | 09/03/2022 |

Ce rapport contient **65** pages y compris les annexes et ne peut être reproduit qu'intégralement .

Signature du rédacteur :

SOMMAIRE

| | |
|--|-----------|
| 1. PROGRAMMES ET PÉRIMÈTRE DE LA MISSION..... | 3 |
| 1.1. Programme de travaux défini par le donneur d'ordre..... | 3 |
| 1.2. Programme de repérage défini par l'opérateur de repérage..... | 3 |
| 1.3. Périmètre de repérage défini par l'opérateur de repérage..... | 3 |
| 2. CONCLUSIONS..... | 4 |
| 2.1. Investigation(s) approfondie(s) devant être réalisée(s) par le donneur d'ordre..... | 4 |
| 3. INFORMATIONS GENERALES..... | 5 |
| 3.1. Immeuble bâti objet de la mission..... | 5 |
| 3.2. Intervenants..... | 5 |
| 3.3. Opérateur(s) de repérage..... | 5 |
| 3.4. Laboratoire(s)..... | 5 |
| 4. DESCRIPTION DE LA MISSION DE REPERAGE..... | 6 |
| 4.1. Textes réglementaires..... | 6 |
| 4.2. Méthodologie de la mission..... | 6 |
| 4.3. Limites de la mission..... | 6 |
| 5. CONDITIONS DE REALISATION DU REPERAGE..... | 7 |
| 5.1. Documents remis par le donneur d'ordre ou disponibles lors de la visite..... | 7 |
| 6. RESULTATS DETAILLES DU REPERAGE..... | 8 |
| 6.1. Résultats détaillés..... | 8 |
| 6.2. Tableau estimatif des quantités d'amiante..... | 10 |
| 7. ANNEXES..... | 10 |
| 7.1. Parties d'immeuble bâti visitées..... | 10 |
| 7.2. Croquis de repérage..... | 11 |
| 7.3. Photos..... | 14 |
| 7.4. Attestation d'assurance..... | 17 |
| 7.5. Certificat de compétence..... | 18 |
| 7.6. Rapports d'essais de laboratoire..... | 19 |
| 7.7. Documents remis..... | 26 |

1. PROGRAMMES ET PÉRIMÈTRE DE LA MISSION

1.1. Programme de travaux défini par le donneur d'ordre

Selon le(s) document(s) remis par le donneur d'ordre, le programme des travaux prévus est le suivant :

| Description succincte du programme des travaux |
|--|
| DEMOLITION |

1.2. Programme de repérage défini par l'opérateur de repérage

Il est établi préalablement au repérage et définit les ouvrages et parties d'ouvrages listés dans la liste C de l'annexe 13-9 du Code de la Santé Publique ainsi que de l'annexe 1 de l'arrêté du 16/07/2019 relatif au repérage de l'amiante avant certaines opérations réalisées dans les immeubles bâtis concernés par les travaux de démolition prévus, susceptibles d'être présents dans l'immeuble bâti.

Composant et parties de composants de la liste C de l'annexe 13-9 du Code de la Santé Publique et de l'annexe 1 de l'arrêté du 16/07/2019 concernés par les travaux de démolition prévus

| Ouvrages ou composants de la construction | Parties d'ouvrages ou composants |
|---|--|
| Plaques ondulées et planes | Revêtements anti condensation sous bac acier |
| Étanchéité de toiture terrasse | Parties planes : revêtements bitumineux (bandes, lés, écrans de semi indépendance, pare-vapeur.) |
| Menuiseries extérieures | Joint de mastic de vitrage (notamment châssis aluminium), Joint d'étanchéité entre menuiserie et structure |
| Murs et cloisons maçonnés | Enduits à base de plâtre ou ciment projetés, lissés ou talochés |
| Poteaux | / |
| Cloisons sèches (assemblées, préfabriquées) | Enduits à base de plâtre ou ciment projetés, lissés ou talochés |
| Faux plafonds | Panneaux et plaques |
| Revêtements de sol | Colles et joints de carrelage, ragréages, primaires d'accrochage, Enduit de cuvelage, Rebouchages autour de conduits (principalement IGH et ERP), fourreaux en carton ou fibres-ciment |

1.3. Périmètre de repérage défini par l'opérateur de repérage

Au vu du descriptif des travaux de démolition prévus, les parties de bâtiment objets de la mission sont les suivantes :

- totalité du bâtiment

2. CONCLUSIONS

L'opérateur de repérage n'ayant pu mener à son terme la mission décrite en tête de rapport, le donneur d'ordre doit faire réaliser des investigations approfondies et/ou mettre en œuvre des moyens d'accès spécifiques.

Les obligations réglementaires prévues à l'article R 1334-19 du Code de la Santé Publique ne sont pas remplies.

2.1. Investigation(s) approfondie(s) devant être réalisée(s) par le donneur d'ordre

| Volumes, ouvrages, matériaux ou produits restant à investiguer | Motifs | Investigations approfondies à réaliser par le donneur d'ordre |
|---|----------------------------------|---|
| TOITURE / ESPACE ENTRE LA TOITURE BAC ACIER ET LE PLANCHER HAUT DU BATIMENT / CONDUITS / ETANCHEITE / ISOLANT / ETC ... | Non démontable / Absence d'accès | Démontage à réaliser |

3. INFORMATIONS GENERALES

3.1. Immeuble bâti objet de la mission

Adresse: BATIMENT 0085 - BA113 SAINT DIZIER
Lieu-dit ROBINSON
BP 61
52100 ST DIZIER

| Bâtiment | Fonction principale | Classement | Date du permis de construire ou année de construction | Année de réhabilitation ou description des modifications : |
|------------------------------------|---------------------|--------------------------------------|---|--|
| BATIMENT 0085 - BA113 SAINT DIZIER | Bureaux | Immeuble de travail <= 300 personnes | non communiqué | non communiqué |

Le repérage porte exclusivement sur les parties de bâtiments et les locaux dont la liste est détaillée en annexe
Parties d'immeubles bâti visitées

3.2. Intervenants

| Partie prenante | Société | Adresse | Coordonnées |
|---------------------------|---|--|---|
| Commanditaire du repérage | ESID DE METZ M. Bruno ALLEAUME | MINISTERE DE LA DEFENSE 1 RUE DU MARECHAL LYAUTEY 57044 METZ | 0354956454 bruno.alleaume@intradef.gouv.fr |
| Propriétaire | ESID DE METZ M. Bruno ALLEAUME | MINISTERE DE LA DEFENSE 1 RUE DU MARECHAL LYAUTEY 57044 METZ | 0354956454 bruno.alleaume@intradef.gouv.fr |
| Accompagnateur | Pôle conduite des opérations (PCO) de Nancy Etablissement du service d'infrastructure de la défense (ESID) de Metz IEF Bruno ALLEAUME (Conducteur d'opérations) | / | / |

3.3. Opérateur(s) de repérage

| Société | Nom | Organisme de certification | N° de certification* | Date d'obtention de la certification | Date de validité de la certification |
|----------------------------------|---------------|---------------------------------|----------------------|--------------------------------------|--------------------------------------|
| BUREAU VERITAS 79018467501175 | Maxime OYANCE | BUREAU VERITAS CERTIFICATION | 2876731 | 29/05/2017 | 28/05/2022 |

3.4. Laboratoire(s)

| Société | N° d'accréditation | Adresse | Coordonnées |
|---|--------------------|--|-------------------|
| Eurofins Analyses pour le Bâtiment Nord | 1-1593 | 557, route de NoyellesP.A. du PommierCS 20013 62110HENIN-BEAUMONTFrance | +33 3 21 08 80 20 |

4. DESCRIPTION DE LA MISSION DE REPERAGE

Ce rapport est établi dans le cadre du repérage des matériaux et produits de la liste C de l'annexe 13-9 du Code de la Santé Publique, en vue de la démolition de l'immeuble bâti.

4.1. Textes réglementaires

Code de la Santé Publique : article L1334-12-1, R1334-19, R1334-22 à 24, annexe 13-9

Code du travail articles L4412-2, R4412-97

Arrêté du 26 juin 2013 relatif au repérage des matériaux et produits de la liste C contenant de l'amiante et au contenu du rapport de repérage.

Décret n°2017-899 du 9 mai 2017 relatif au repérage de l'amiante avant certaines opérations

Arrêté du 16/07/2019 relatif au repérage de l'amiante avant certaines opérations réalisées dans les immeubles bâtis

Norme NF X 46-020 du 5 août 2017 : Repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante dans les immeubles bâtis.

4.2. Méthodologie de la mission

Ce repérage consiste à identifier et localiser les matériaux et produits contenant de l'amiante incorporés ou faisant indissociablement corps avec l'immeuble à démolir.

Le repérage est réalisé après évacuation définitive du bâtiment et enlèvement des mobiliers, de manière que tous les ouvrages soient accessibles

Dans un premier temps, l'opérateur de repérage recherche et constate visuellement la présence de matériaux et produits qui correspondent aux ouvrages ou parties d'ouvrages de la liste C de l'annexe 13-9 du Code de la Santé Publique qui sont susceptibles de contenir de l'amiante. S'il a connaissance d'autres produits ou matériaux réputés contenir de l'amiante, il les repère également.

L'inspection des ouvrages doit être exhaustive. Le repérage peut nécessiter des sondages destructifs ou des démontages particuliers.

Le repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante comprend au minimum une inspection visuelle des ouvrages de la construction afin de rechercher et d'identifier les différents matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante.

Cette inspection peut être suivie :

- d'investigations approfondies qui peuvent être destructives,

- de sondages ;

- de prélèvements pour déterminer par analyse, la présence effective d'amiante dans les matériaux et produits préalablement identifiés comme étant susceptibles de contenir de l'amiante.

Lorsque, dans des cas très exceptionnels, qui doivent être justifiés, certaines parties d'ouvrages ne sont pas accessibles avant que les travaux de démolition ne commencent, l'opérateur de repérage émet les réserves correspondantes et préconise les investigations complémentaires qui devront être réalisées entre les différentes étapes de la démolition.

Il examine de façon exhaustive tous les locaux qui composent le bâtiment. La définition de zones présentant des similitudes d'ouvrage permet d'optimiser les investigations à conduire en réduisant le nombre de prélèvements qui sont transmis pour analyse.

Les matériaux et produits sont identifiés, localisés, et leurs caractéristiques sont renseignées.

En fonction des informations dont il dispose (documents, marquage sur les matériaux), de sa connaissance des matériaux et produits, l'opérateur de repérage peut conclure à la présence d'amiante.

En cas de doute sur la présence d'amiante (absence d'informations documentaires, produits non identifiés), il effectue un (ou des) prélèvement(s) pour analyses sur les matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante pour conclure.

Les prélèvements sont effectués sur toute l'épaisseur du matériau. L'opérateur de repérage veille à la traçabilité des échantillons prélevés. Il transmet au laboratoire d'analyse une fiche d'accompagnement.

Conformément aux dispositions de la norme NF X 46-020, les analyses des échantillons de ces matériaux et produits sont réalisées par un organisme accrédité.

4.3. Limites de la mission

La recherche des matériaux pouvant contenir de l'amiante (MPCA) de la liste C de l'annexe 13-9 du Code de la Santé Publique est réalisée par recherche visuelle et investigation destructive d'ouvrages et de parties d'ouvrage, avec prélèvements d'échantillons selon une méthode d'échantillonnage respectant en cela les prescriptions de la norme NF X 46-020 et de l'arrêté du 26 juin 2013.

5. CONDITIONS DE REALISATION DU REPERAGE

Date(s) du repérage : le 11/09/2019

5.1. Documents remis par le donneur d'ordre ou disponibles lors de la visite

Rapports de repérage amiante :

| Références rapport de repérage | Date rapport | Auteur rapport | Objet du repérage | Principales conclusions |
|---|--------------|---|-------------------|--|
| BA113 - 0085 BAT FILTRAGE ENTREE BASE - DTA | 23/04/2018 | MORGANE FOURNIER - BUREAU VERITAS | DTA | Absence de matériau ou produit contenant de l'amiante |

Les résultats antérieurs en matière de recherche d'amiante utilisés pour la réalisation du repérage, communiqués dans le cadre de la présente mission, sont réputés satisfaire aux exigences imposées par les textes en matière de diagnostics, constats et repérages amiante.

Autres documents :

Aucun document nous a été communiqué ou était disponible lors de la visite.

6. RESULTATS DETAILLES DU REPERAGE

6.1. Résultats détaillés

Abréviations du tableau :

Px = prélèvement pour analyse n°X (tous les prélèvements sont précédés d'un sondage)

Idem Px = produit ou matériau similaire à celui ayant fait l'objet du Px

S = sondage en complément de l'inspection visuelle

| Localisation | Ouvrage | Matériau ou produit | Description | N° Prél. | Critère de décision | Sondage / Observation | Présence d'amiante |
|----------------|-----------------------|--|--|----------|--------------------------------------|-----------------------|--------------------|
| TOITURE | Couverture | Plaque | métallique, vert(e), TOITURE 2 PANS + ACROTÈRES EN BAC ACIER + 2 CHENEUX METALLIQUES | / | Ne contient pas d'amiante par nature | / | NON |
| FACADES | Menuiserie extérieure | Joint de vitrage | caoutchouc, noir(e) | / | Ne contient pas d'amiante par nature | S2 | NON |
| FACADES | / | Enduit lissé | ciment, Appuis de fenêtre | P007 | Résultat d'analyse | / | NON |
| FACADES | Poteau | Peinture | décorative, vert(e), Idem sur les bâtis de porte. | P008 | Résultat d'analyse | / | NON |
| FACADES | Bardage | Peinture | décorative, vert(e) | P009 | Résultat d'analyse | / | NON |
| RDC / LOCAL 01 | Plancher | Plaque | bois, Plancher technique en plaque aggloméré bois. | / | Ne contient pas d'amiante par nature | S3 | NON |
| RDC / LOCAL 01 | / | Revêtement plastique épais | gris(e), Sur appuis de fenêtre côté intérieur | P001 | Résultat d'analyse | Collé sur ciment | NON |
| RDC / LOCAL 01 | Mur | Enduit lissé | ciment, gris(e), Tablette d'appuis de fenêtre côté intérieur | P002 | Résultat d'analyse | / | NON |
| RDC / LOCAL 01 | Revêtement de sol | Lé plastique | souple, beige, Collé sur béton | P003 | Résultat d'analyse | / | NON |
| RDC / LOCAL 01 | Menuiserie extérieure | Joint d'étanchéité entre menuiserie et structure | mastic | P004 | Résultat d'analyse | / | NON |
| RDC / LOCAL 01 | Mur | Enduit lissé | ciment, Soubassement | P005 | Résultat d'analyse | Ciment + peinture | NON |
| RDC / LOCAL 01 | Plafond | Faux plafond | fibre minérale artificielle, blanc(he), Faux plafond juste au dessus ne contenant pas d'amiante par nature. Sondage S1 | P006 | Résultat d'analyse | / | NON |
| RDC / LOCAL 02 | Revêtement de sol | Colle de carrelage | Carrelage + colle + revêtement plastique souple | P010 | Résultat d'analyse | / | NON |
| RDC / LOCAL 02 | Revêtement du mur | Colle de plinthe | / | P011 | Résultat d'analyse | / | NON |

| Localisation | Ouvrage | Matériau ou produit | Description | N° Prél. | Critère de décision | Sondage / Observation | Présence d'amiante |
|----------------|---------|---------------------|--|-----------|---------------------|----------------------------|--------------------|
| RDC / LOCAL 02 | Mur | Enduit | plâtre, Soubassement | P012 | Résultat d'analyse | Peinture + plâtre + ciment | NON |
| RDC / LOCAL 02 | Plafond | Faux plafond | fibre minérale artificielle, blanc(he), Faux plafond juste au dessus ne contenant pas d'amiante par nature. Sondage S1 | idem P006 | Résultat d'analyse | S5 | NON |

6.2. Tableau estimatif des quantités d'amiante

| N° MPCA | Ouvrage | Produit/matériau | Quantité estimée |
|---------|---------|------------------|------------------|
|---------|---------|------------------|------------------|

7. ANNEXES

7.1. Parties d'immeuble bâti visitées

La liste ci-dessous présente les parties d'immeuble inspectées dans le cadre de la mission confiée à BUREAU VERITAS. Il appartient au donneur d'ordre ou à son représentant, seule personne à même d'avoir une parfaite connaissance des lieux, de signifier à BUREAU VERITAS toute omission, erreur ou incohérence éventuelle dans l'identification des locaux ou zones figurant à un titre ou à un autre dans le présent rapport.

| <i>Localisation</i> | <i>Commentaires</i> |
|---------------------|---|
| TOITURE | Parties non visitées : ESPACE ENTRE LA TOITURE BAC ACIER ET LE PLANCHER HAUT DU BATIMENT |
| FACADES | Sondage: S4: Mur extérieur - béton brut, bardage métallique sans isolant. S6: Sondage porte métallique - isolant laine de verre |
| RDC / LOCAL 01 | / |
| RDC / LOCAL 02 | / |

7.2. Croquis de repérage




| PLANCHE DE REPERAGE TECHNIQUE | | | LEGENDE | SITUATION DU BIEN OBJET DU REPERAGE |
|--|---|------------|---------------------------|---|
| ADRESSE | BATIMENT 0085 BA 112 SAINT DIZIER | | <div>NV</div> Non visitée |  |
| | Date visite | 11/09/2019 | | |
| | Auteur | M.OYANCE | | |
| | N° dossier | 7294733 | | |
| | Planche | 2/2 | | |
| Plans | Indice | 1 | | |
| <div><div>ESPACE COMPRIS ENTRE LE BAC ACIER ET LA DALLE BETON (PLANCHER HAUT DES LOCAUX 1 ET 2) --> NON ACCESSIBLE AVANT LE DEMARRAGE DES TRAVAUX</div></div> | | | | |

Planche de repérage (la planche de repérage est indissociable du rapport)

Site : BATIMENT 0085 - BA113 SAINT DIZIER

Adresse : Lieu-dit ROBINSON BP 61 52100 ST DIZIER

Localisation : TOITURE

Réalisé par : Maxime OYANCE

N° de planche : 1 / 2

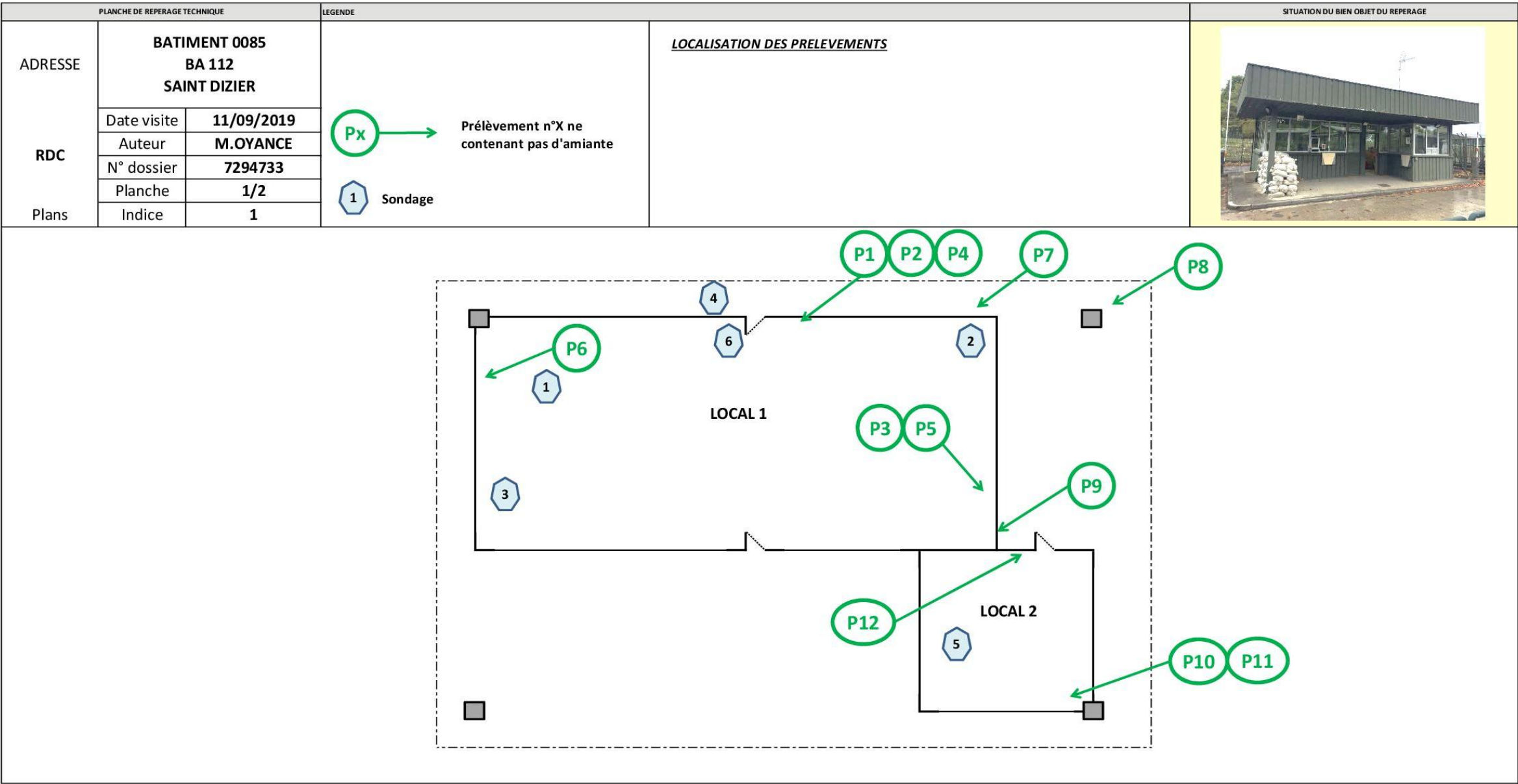


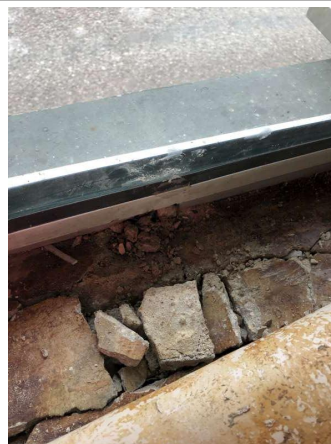
Planche de repérage (la planche de repérage est indissociable du rapport)

| | | |
|---|---|--------------------|
| Site : BATIMENT 0085 - BA113 SAINT DIZIER | Adresse : Lieu-dit ROBINSON BP 61 52100 ST DIZIER | Localisation : RDC |
| Réalisé par : Maxime OYANCE | N° de planche : 2 / 2 | |

7.3. Photos



Prélèvement - P001 : RDC / LOCAL 01 - Revêtement plastique épais- (Absence d'amiante)



Prélèvement - P002 : RDC / LOCAL 01 - Enduit lissé- (Absence d'amiante)



Prélèvement - P003 : RDC / LOCAL 01 - Lé plastique- (Absence d'amiante)



Prélèvement - P004 : RDC / LOCAL 01 - Joint d'étanchéité entre menuiserie et structure- (Absence d'amiante)



Prélèvement - P005 : RDC / LOCAL 01 - Enduit lissé- (Absence d'amiante)



Prélèvement - P006 : RDC / LOCAL 01 - Faux plafond- (Absence d'amiante)



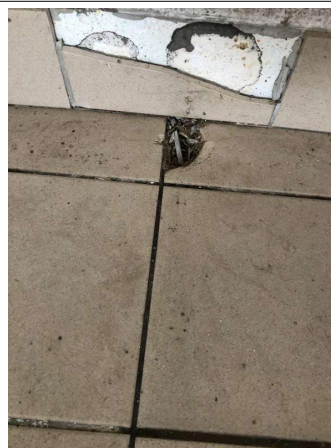
Prélèvement - P007 : FACADES - Enduit lissé- (Absence d'amiante)



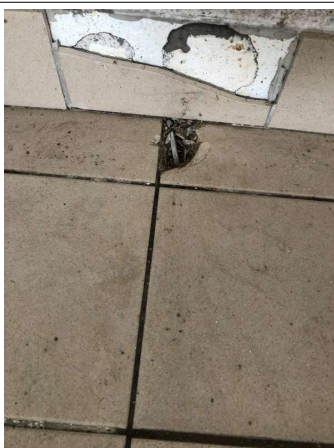
Prélèvement - P008 : FACADES - Peinture- (Absence d'amiante)



Prélèvement - P009 : FACADES - Peinture- (Absence d'amiante)



Prélèvement - P010 : RDC / LOCAL 02 - Colle de carrelage- (Absence d'amiante)



Prélèvement - P011 : RDC / LOCAL 02 - Colle de plinthe- (Absence d'amiante)



Prélèvement - P012 : RDC / LOCAL 02 - Enduit- (Absence d'amiante)



Déclaré - : TOITURE - Plaque- (Absence d'amiante)



Déclaré - : FACADES - Joint de vitrage- (Absence d'amiante)

7.4. Attestation d'assurance



ATTESTATION D'ASSURANCE

Nous, soussignés **MSIG Insurance Europe AG**, Succursale en France, sis 65 Rue de la Victoire – 75009 PARIS – certifions par la présente que la Société :

BUREAU VERITAS SERVICES France SAS
8 Cours du Triangle
92800 Puteaux

a souscrit auprès de notre Compagnie, pour le compte de sa filiale :

Bureau Veritas Exploitation SAS
8 Cours du Triangle 92800 Puteaux

un contrat d'assurance de **RESPONSABILITE CIVILE** portant le numéro F210.16.0414.

Ce contrat a pour objet de garantir les conséquences pécuniaires de la **RESPONSABILITE CIVILE** pouvant incomber à l'Assuré en raison des dommages corporels, matériels et immatériels causés aux tiers dans le cadre de ses activités de diagnostic amiante tels que :

- Diagnostic réglementaire avant travaux ou démolition,
- Assistance technique pour travaux de traitement de l'amiante,
- Repérage amiante (intégration au DTA ou DT parties privatives),
- Repérage amiante avant/après travaux ou démolition,
- Réalisation ou mise à jour du dossier amiante,
- Examen visuel après travaux de désamiantage,
- Mesures de la concentration des fibres d'amiante dans l'air des immeubles bâtis,
- Prélèvement et analyse d'eau afin de rechercher la présence d'amiante en suspension,
- Analyse d'échantillons prélevés par l'Assuré,
- Mesures d'exposition à l'amiante des travailleurs à leurs postes de travail,
- Vérification périodique de l'état de conservation des matériaux contenant de l'amiante dans les bâtiments,
- Diagnostic amiante réglementaire de transaction,
- Diagnostic amiante sur équipements industriels,
- Diagnostic portant sur la gestion des déchets issus de la démolition de catégories de bâtiments (décret 2011-610 du 31 mars 2011) y compris le réemploi des matériaux : concernant cette dernière mission il est précisé que les garanties s'appliquent y compris lorsque la mission porte sur des démolitions ne comportant pas de déchets amiantés.

Mais également analyses et/ou prélèvements d'échantillons, missions de recherche d'amiante, conseil en performance énergétique et/ou toutes missions connexes d'assistance technique et/ou de conseil découlant des missions de diagnostics ci-dessus et y compris les estimations financières liées aux propositions de solutions techniques formulées par l'Assuré.

La présente attestation valable du 01/01/2019 au 31/12/2019 à minuit, est délivrée, sous réserve du paiement de la prime d'assurance, pour servir et valoir ce que de droit et ne peut engager la Compagnie au-delà des clauses, termes et conditions du contrat auxquels elle se réfère.

Paris, le 28/12/18

MSIG Insurance Europe AG
65, rue de la Victoire - 75009 Paris
Tél : 01 40 67 12 34 - Fax : 01 40 67 12 34
RCS Paris 753143882 APE 6512Z

MSIG Insurance Europe AG
Succursale en France
65 Rue de la Victoire
75009 Paris
Tél: +33(0)1 40 67 42 42
Fax: +33(0)1 40 67 12 34

RCS Paris 753143882, APE 6512 Z
Siège social: An den Dominikanern 11-27
50668 Cologne
Allemagne

7.5. Certificat de compétence

BUREAU VERITAS
Certification



Certificat
Attribué à
Monsieur Maxime OYANCE

Bureau Veritas Certification certifie que les compétences de la personne mentionnée ci-dessus répondent aux exigences des arrêtés relatifs aux critères de certification de compétences ci-dessous pris en application des articles L271-6 et R 271.1 du Code de la Construction et de l'Habitation et relatifs aux critères de compétence des personnes physiques réalisant des dossiers de diagnostics techniques tels que définis à l'article L271-4 du code précité.

DOMAINES TECHNIQUES

| | Références des arrêtés | Date de Certification originale | Validité du certificat* |
|-----------------------------|--|---------------------------------|-------------------------|
| Amiante sans mention | Arrêté du 25 juillet 2016 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs de repérages, d'évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante, et d'examen visuel après travaux dans les immeubles bâtis et les critères d'accréditation des organismes de certification | 29/05/2017 | 28/05/2022 |
| Amiante avec mention | Arrêté du 25 juillet 2016 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs de repérages, d'évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante, et d'examen visuel après travaux dans les immeubles bâtis et les critères d'accréditation des organismes de certification | 10/03/2017 | 09/03/2022 |
| DPE sans mention | Arrêté du 16 octobre 2006 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant le diagnostic de performance énergétique ou l'attestation de prise en compte de la réglementation thermique, et les critères d'accréditation des organismes de certification | 07/12/2017 | 06/12/2022 |
| DPE avec mention | Arrêté du 16 octobre 2006 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant le diagnostic de performance énergétique ou l'attestation de prise en compte de la réglementation thermique, et les critères d'accréditation des organismes de certification | 07/12/2017 | 06/12/2022 |
| Electricité | Arrêté du 8 juillet 2006 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure d'électricité et les critères d'accréditation des organismes de certification | 30/06/2016 | 29/06/2021 |
| Gaz | Arrêté du 6 avril 2007 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure de gaz et les critères d'accréditation des organismes de certification | 15/06/2017 | 14/06/2022 |

Date : 07/12/2017

Numéro de certificat : 2876731


Jacques MATILLON - Directeur Général


RECYCLÉ
Pour tout savoir
de matériaux recyclés
FSC® C124913

* Sous réserve du respect des dispositions contractuelles et des résultats positifs des surveillances réalisées, ce certificat est valable jusqu'au : voir ci-dessus

Des informations supplémentaires concernant le périmètre de ce certificat ainsi que l'applicabilité des exigences du référentiel peuvent être obtenues en consultant l'organisme.
Pour vérifier la validité de ce certificat, vous pouvez aller sur www.bureauveritas.fr/certification-diag

Adresse de l'organisme certificateur : Bureau Veritas Certification France
60, avenue du Général de Gaulle - Immeuble Le Guillaumet - 92046 Paris La Défense


cofrac
CERTIFICATION DE PERSONNES
ACCREDITATION
N°4-0657
Liste des sites et
portées disponibles
sur www.cofrac.fr



7.6. Rapports d'essais de laboratoire

BUREAU VERITAS EXPLOITATION SAS

Monsieur Maxime OYANCE

54 rue René Cassin

51430 BEZANNES

Numéro de dossier : 19N045428**Référence de dossier : 1510797887/7294733/S2/2/1_7294733/1/1**

Madame, Monsieur,

Veuillez trouver ci-joint le rapport d'analyse relatif à l'échantillon suivant :

- N° 19N045428-001 - Référence *BV3BP6114 Réf. prél : P001 RDC/ LOCAL 01 - Revêtement plastique épais - (gris(e)/Sur appuis de fenêtre côté intérieur)*, prélevé par vos soins, et analysé par Eurofins Lab Environment Testing Portugal, Unipessoal Lda.

- N° 19N045428-002 - Référence *BV3BP6115 Réf. prél : P002 RDC/ LOCAL 01/Mur - Enduit lissé - (ciment/gris(e)/Tablette d'appuis de fenêtre côté intérieur)*, prélevé par vos soins, et analysé par Eurofins Lab Environment Testing Portugal, Unipessoal Lda.

- N° 19N045428-003 - Référence *BV3BP6116 Réf. prél : P003 RDC/ LOCAL 01/Revêtement de sol - (souple/beige/Collé sur béton)*, prélevé par vos soins, et analysé par Eurofins Lab Environment Testing Portugal, Unipessoal Lda.

- N° 19N045428-004 - Référence *BV3BP6117 Réf. prél : P004 RDC/ LOCAL 01/Menuiserie extérieure - Joint d'étanchéité entre menuiserie et structure - (mastic)*, prélevé par vos soins, et analysé par Eurofins Lab Environment Testing Portugal, Unipessoal Lda.

- N° 19N045428-005 - Référence *BV3BP6118 Réf. prél : P005 RDC/ LOCAL 01/Mur - Enduit lissé - (ciment/Soubassement)*, prélevé par vos soins, et analysé par Eurofins Lab Environment Testing Portugal, Unipessoal Lda.

- N° 19N045428-006 - Référence *BV3BP6119 Réf. prél : P006 RDC/ LOCAL 01/Plafond - Faux plafond - (fibre minérale artificielle/blanc(he))/Faux plafond juste au dessus ne contenant pas d'amiante par nature. Sondage S1)*, prélevé par vos soins, et analysé par Eurofins Lab Environment Testing Portugal, Unipessoal Lda.

- N° 19N045428-007 - Référence BV3BP6120 Réf. pré : P007 FACADES - Enduit lissé - (ciment/Appuis de fenêtre), prélevé par vos soins, et analysé par Eurofins Lab Environment Testing Portugal, Unipessoal Lda.

- N° 19N045428-008 - Référence BV3BP6121 Réf. pré : P008 FACADES/Poteau - Peinture - (décorative/vert(e)/Idem sur les bâtis de porte.), prélevé par vos soins, et analysé par Eurofins Lab Environment Testing Portugal, Unipessoal Lda.

- N° 19N045428-009 - Référence BV3BP6122 Réf. pré : P009 FACADES/Bardage - Peinture - (décorative/vert(e)), prélevé par vos soins, et analysé par Eurofins Lab Environment Testing Portugal, Unipessoal Lda.

- N° 19N045428-010 - Référence BV3BP6123 Réf. pré : P010 RDC/ LOCAL 02/Revêtement de sol - Colle de carrelage - (Carrelage + colle + revêtement plastique souple), prélevé par vos soins, et analysé par Eurofins Lab Environment Testing Portugal, Unipessoal Lda.

- N° 19N045428-011 - Référence BV3BP6124 Réf. pré : P011 RDC/ LOCAL 02/Revêtement du mur - Colle de plinthe, prélevé par vos soins, et analysé par Eurofins Lab Environment Testing Portugal, Unipessoal Lda.

- N° 19N045428-012 - Référence BV3BP6125 Réf. pré : P012 RDC/ LOCAL 02/Mur - Enduit - (plâtre/Soubassement), prélevé par vos soins, et analysé par Eurofins Lab Environment Testing Portugal, Unipessoal Lda.

Vous souhaitant bonne réception,

Cordialement,

Votre laboratoire Eurofins Analyses pour le Bâtiment Nord SAS

EUROFINS ANALYSES POUR LE
BÂTIMENT NORD SAS

Réception résultat
557 Route de Noyelles
PA du Pommier
62110 Hénin Beaumont

RAPPORT D'ANALYSE D'AMIANTE DANS LES MATERIAUX

N° de rapport d'analyse : AR-19-EK-082316-01

Version du : 04/10/2019 07:12

Page 1/4

Dossier N° : 19EK103808

Date de réception : 02/10/2019

Référence dossier : 19N045428 - 1510797887/7294733/S2/2/1_7294733/1/1

| N° éch. | Référence client | Description visuelle | Technique utilisée | Préparation | | Résultats |
|------------|--|--|--------------------|-------------|---|-----------------------------------|
| | | | | Nb | Type | |
| 001 (1) | 19N045428-001 - BV3BP6114 Réf. prél : P001 RDC/ LOCAL 01 - Revêtement plastique épais - (gris(e)/Sur appuis de fenêtre côté intérieur) | Matériau souple de type dalle de sol (beige) ; matériau de type colle (jaune) | MET | 1 | Calcination et/ou attaque acide (méthode interne de traitement) | Fibres d'amiante non détectées |
| 002 | 19N045428-002 - BV3BP6115 Réf. prél : P002 RDC/ LOCAL 01/Mur - Enduit lissé - (ciment/gris(e)/Tablette d'appuis de fenêtre côté intérieur) | Matériau dur de type mortier, béton, chape (beige) | MET | 1 | Calcination et/ou attaque acide (méthode interne de traitement) | Fibres d'amiante non détectées |
| 003 (2) | 19N045428-003 - BV3BP6116 Réf. prél : P003 RDC/ LOCAL 01/Revêtement de sol - (souple/beige/Collé sur béton) | Matériau souple de type revêtement de sol (fibreuse) (beige) | MET | 1 | Calcination et/ou attaque acide (méthode interne de traitement) | Fibres d'amiante non détectées |
| | | Matériau de type colle (jaune) ; matériau dur de type mortier, béton, chape (beige) | MET | 1 | Calcination et/ou attaque acide (méthode interne de traitement) | Fibres d'amiante non détectées |
| 004 | 19N045428-004 - BV3BP6117 Réf. prél : P004 RDC/ LOCAL 01/Menuiserie extérieure - Joint d'étanchéité entre menuiserie et structure - (mastic) | Matériau semi-dur (beige) en traces ; matériau souple de type mastic (blanc) | MET | 1 | Calcination et/ou attaque acide (méthode interne de traitement) | Fibres d'amiante non détectées |
| 005 | 19N045428-005 - BV3BP6118 Réf. prél : P005 RDC/ LOCAL 01/Mur - Enduit lissé - (ciment/Soubassement) | Matériau de type système d'enduit peinture (jaune) ; matériau dur de type mortier, béton, chape (beige) | MET | 1 | Calcination et/ou attaque acide (méthode interne de traitement) | Fibres d'amiante non détectées |

La reproduction de ce document n'est autorisée que sous sa forme intégrale. Il comporte 4 page(s). Le présent rapport ne concerne que les objets soumis à l'essai. Les essais identifiés par le symbole * ne sont pas inclus dans la portée d'accréditation.

RAPPORT D'ANALYSE D'AMIANTE DANS LES MATERIAUX

N° de rapport d'analyse : AR-19-EK-082316-01

Version du : 04/10/2019 07:12

Page 2/4

Dossier N° : 19EK103808

Date de réception : 02/10/2019

Référence dossier : 19N045428 - 1510797887/7294733/S2/2/1_7294733/1/1

| N° éch. | Référence client | Description visuelle | Technique utilisée | Préparation | | Résultats |
|---------|--|---|--------------------|-------------|---|--------------------------------|
| | | | | Nb | Type | |
| 006 | 19N045428-006 - BV3BP6119 Réf. prél : P006 RDC/ LOCAL 01/Plafond - Faux plafond - (fibre minérale artificielle/blanc(he)/Faux plafond juste au dessus ne contenant pas d'amiante par nature. Sondage S1) | Matériau de type peinture (blanc) ; matériau semi-dur fibreux de type faux-plafonds (beige) ; matériau semi-dur (blanc) | MET | 1 | Calcination et/ou attaque acide (méthode interne de traitement) | Fibres d'amiante non détectées |
| 007 | 19N045428-007 - BV3BP6120 Réf. prél : P007 FACADES - Enduit lissé - (ciment/Appuis de fenêtre) | Matériau de type peinture (vert) ; matériau dur de type mortier, béton, chape (beige) | MET | 1 | Calcination et/ou attaque acide (méthode interne de traitement) | Fibres d'amiante non détectées |
| | | Matériau dur de type mortier, béton, chape (beige) | MET | 1 | Calcination et/ou attaque acide (méthode interne de traitement) | Fibres d'amiante non détectées |
| 008 | 19N045428-008 - BV3BP6121 Réf. prél : P008 FACADES/Poteau - Peinture - (décorative/vert(e)/Idem sur les bâtis de porte.) | Matériau de type système d'enduit peinture (vert) | MET | 1 | Calcination et/ou attaque acide (méthode interne de traitement) | Fibres d'amiante non détectées |
| 009 | 19N045428-009 - BV3BP6122 Réf. prél : P009 FACADES/Bardage - Peinture - (décorative/vert(e)) | Matériau de type peinture (vert) ; matériau de type peinture (blanc) | MET | 1 | Calcination et/ou attaque acide (méthode interne de traitement) | Fibres d'amiante non détectées |
| 010 (1) | 19N045428-010 - BV3BP6123 Réf. prél : P010 RDC/ LOCAL 02/Revêtement de sol - Colle de carrelage - (Carrelage + colle + revêtement plastique souple) | Matériau dur de type carrelage, faïence (beige) ; matériau dur de type ciment-colle (gris) (foncé) | MET | 1 | Calcination et/ou attaque acide (méthode interne de traitement) | Fibres d'amiante non détectées |
| | | Matériau dur de type joint ciment (gris) | MET | 1 | Calcination et/ou attaque acide (méthode interne de traitement) | Fibres d'amiante non détectées |
| | | Matériau souple de type revêtement de sol (fibreux) (beige) ; matériau de type colle (jaune) | MET | 1 | Calcination et/ou attaque acide (méthode interne de traitement) | Fibres d'amiante non détectées |

La reproduction de ce document n'est autorisée que sous sa forme intégrale. Il comporte 4 page(s). Le présent rapport ne concerne que les objets soumis à l'essai. Les essais identifiés par le symbole * ne sont pas inclus dans la portée d'accréditation.

RAPPORT D'ANALYSE D'AMIANTE DANS LES MATERIAUX

N° de rapport d'analyse : AR-19-EK-082316-01

Version du : 04/10/2019 07:12

Page 3/4

Dossier N° : 19EK103808

Date de réception : 02/10/2019

Référence dossier : 19N045428 - 1510797887/7294733/S2/2/1_7294733/1/1

| N° éch. | Référence client | Description visuelle | Technique utilisée | Préparation | | Résultats |
|---------|--|--|--------------------|-------------|---|--------------------------------|
| | | | | Nb | Type | |
| | | Matériau souple de type dalle de sol (beige) | MET | 1 | Calcination et/ou attaque acide (méthode interne de traitement) | Fibres d'amiante non détectées |
| | | Matériau semi-dur (gris) | MET | 1 | Calcination et/ou attaque acide (méthode interne de traitement) | Fibres d'amiante non détectées |
| 011 | 19N045428-011 - BV3BP6124 Réf. pré : P011 RDC/ LOCAL 02/Revêtement du mur - Colle de plinthe | Matériau dur de type carrelage, faïence (beige) ; matériau dur de type ciment-colle (gris) (foncé) | MET | 1 | Calcination et/ou attaque acide (méthode interne de traitement) | Fibres d'amiante non détectées |
| | | Matériau dur de type ciment-colle (gris) (foncé) ; matériau de type peinture (blanc) | MET | 1 | Calcination et/ou attaque acide (méthode interne de traitement) | Fibres d'amiante non détectées |
| | | Matériau dur de type joint ciment (gris) | MET | 1 | Calcination et/ou attaque acide (méthode interne de traitement) | Fibres d'amiante non détectées |
| 012 | 19N045428-012 - BV3BP6125 Réf. pré : P012 RDC/ LOCAL 02/Mur - Enduit - (plâtre/Soubassement) | Matériau de type peinture (de différentes couleurs) | MET | 1 | Calcination et/ou attaque acide (méthode interne de traitement) | Fibres d'amiante non détectées |
| | | Matériau de type système d'enduit peinture (blanc) ; matériau dur de type mortier, béton, chape (gris) | MET | 1 | Calcination et/ou attaque acide (méthode interne de traitement) | Fibres d'amiante non détectées |
| | | Matériau dur de type mortier, béton, chape (gris) | MET | 1 | Calcination et/ou attaque acide (méthode interne de traitement) | Fibres d'amiante non détectées |

La reproduction de ce document n'est autorisée que sous sa forme intégrale. Il comporte 4 page(s). Le présent rapport ne concerne que les objets soumis à l'essai. Les essais identifiés par le symbole * ne sont pas inclus dans la portée d'accréditation.

RAPPORT D'ANALYSE D'AMIANTE DANS LES MATERIAUX

N° de rapport d'analyse : AR-19-EK-082316-01

Version du : 04/10/2019 07:12

Page 4/4

Dossier N° : 19EK103808

Date de réception : 02/10/2019

Référence dossier : 19N045428 - 1510797887/7294733/S2/2/1_7294733/1/1

Méthode d'analyse employée pour la recherche qualitative des fibres d'amiante dans les matériaux :

MET : Détermination Fibres d'amiante. Traitement par calcination et/ou par attaque acide. Détection et identification par Microscopie Electronique à Transmission équipée d'un Analyseur en dispersion d'énergie des rayons X (META) réalisée à partir de la norme : NF X 43-050: Janvier 1996, MO/HBA/MAT/S2-06 et de la législation française : Arrêté du 6 Mars 2003.

NB 1 : Les informations de traçabilité sont disponibles sur demande. Il est à noter que ce rapport en français est une copie de la version originale du rapport en langue portugaise et stockée en interne par le laboratoire.

NB 2 : Sauf information contraire sur ce rapport, le laboratoire effectue une analyse couche par couche de l'échantillon transmis par le demandeur. Des composants décrits simultanément dans une même couche n'ont pas pu faire l'objet de prises d'essai séparées pour l'analyse.

NB 3 : Le prélèvement relève de la responsabilité du client.

NB 4 : Pour la recherche d'amiante dans les matériaux, la limite de détection garantie par prise d'essai dans les matériaux (en MOLP et /ou en MET) est de 0.1% en masse.

NB 5 : "Fibres d'amiante non détectées" au MOLP, signifie que la couche peut renfermer une teneur inférieure à la limite de détection garantie de fibre d'amiante optiquement observable.

Pour être optiquement observable, une fibre doit avoir un diamètre supérieur à 0,2 µm.

"Fibres d'amiante non détectées" au MET signifie que la couche peut renfermer une teneur inférieure à la limite de détection garantie de fibre d'amiante.

NB 6 : La portée d'accréditation du laboratoire est référencée sous le n° L0705-1 et est disponible sur <http://www.ipac.pt/>.

Observation(s) échantillon(s)

- (1) Un matériau de type peinture (blanc) est présent dans l'échantillon, en quantités trop faibles pour effectuer une analyse représentative de ce matériau.
- (2) Un matériau de type peinture (jaune) est présent dans l'échantillon, en quantités trop faibles pour effectuer une analyse représentative de ce matériau.

Validé et approuvé par :



Pedro Lousada

Technicien analyste en microscopie

La reproduction de ce document n'est autorisée que sous sa forme intégrale. Il comporte 4 page(s). Le présent rapport ne concerne que les objets soumis à l'essai. Les essais identifiés par le symbole * ne sont pas inclus dans la portée d'accréditation.

7.7. Documents remis

DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE (DTA)

Article R 1334-29-5 du code de la Santé Publique



| | |
|--------------------------------------|--------------------------------------|
| Immeuble : | BA 113 BAT 085 FILTRAGE |
| Adresse : | Base Aérienne 113 52100 ST EULIEN |
| Date de création ou de mise à jour : | 23/04/2018 |
| Référence du présent DTA | 351480140.1.DTA |

Document établi ou mis à jour par : BUREAU VERITAS EXPLOITATION - Morgane FOURNIER

SOMMAIRE

| | |
|---|----|
| Principes généraux | 3 |
| Principaux textes réglementaires..... | 4 |
| Matériaux et produits concernés par le repérage..... | 5 |
| Modalités de communication..... | 6 |
| Enregistrement de la communication du Dossier Technique Amiante..... | 7 |
| Contenu du Dossier Technique Amiante..... | 8 |
| ANNEXE : Liste des documents pris en compte pour la constitution du DTA..... | 8 |
| | 9 |
| Identification de l'immeuble, du détenteur et des modalités de consultation du DTA..... | 10 |
| Rapports de repérage..... | 11 |
| Liste des parties de l'immeuble bâti ayant donné lieu au repérage..... | 12 |
| Identification des matériaux et produits contenant de l'amiante..... | 13 |
| Matériaux et produits de la liste A de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante..... | 13 |
| Matériaux et produits de la liste B de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante..... | 14 |
| Matériaux et produits hors la liste A et B de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante..... | 15 |
| Les évaluations périodiques..... | 16 |
| Évaluation obligatoire des matériaux et produits de la liste A de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante..... | 16 |
| Obligations issues des grilles d'évaluation de l'état de conservation :..... | 17 |
| Évaluation des matériaux et produits de la liste B de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante..... | 18 |
| Recommandations issues des grilles d'évaluation de l'état de conservation :..... | 19 |
| EP : Évaluation périodique :..... | 19 |
| AC1 : Action corrective de premier niveau :..... | 19 |
| AC2 : Action corrective de deuxième niveau :..... | 19 |
| Évaluation des matériaux et produits hors liste A et B de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante..... | 20 |
| Travaux de retrait ou de confinement – Mesures conservatoires..... | 21 |
| Les recommandations générales de sécurité..... | 22 |
| Informations générales..... | 22 |
| Intervention de professionnels soumis aux dispositions du code du travail..... | 23 |
| Recommandations générales de sécurité..... | 23 |
| Gestion des déchets contenant de l'amiante | 23 |
| Plans et/ou Croquis..... | 25 |

Principes généraux

Le dossier technique « Amiante » (DTA) est un document qui doit être tenu à jour par le propriétaire afin de garder la traces des actions engagées dans le cadre des obligations vis-à-vis de la protection de la population contre les risques sanitaires liés à l'amiante.

Le présent document détaille le contenu du dossier technique que doit constituer tout propriétaire immobilier ainsi que les modalités de communication et de gestion des dossiers.

Le DTA doit contenir les pièces suivantes :

LA FICHE RECAPITULATIVE, indiquant notamment la localisation et l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante, l'enregistrement des travaux de retrait ou de confinement et les mesures conservatoires associées le cas échéant ainsi que les modalités de consultation du DTA

La fiche récapitulative est un document qui peut être dissocié du dossier technique amiante :

- « *La fiche récapitulative du «dossier technique amiante » est communiquée par le propriétaire dans un délai d'un mois après sa constitution ou sa mise à jour aux occupants de l'immeuble bâti et, si cet immeuble comporte des locaux de travail, aux employeurs. »*
- « *Lorsque le dossier technique « amiante » existe, la fiche récapitulative constitue l'état mentionnée à l'article L. 1334-13 du code de la santé publique »*

LES RAPPORTS DE REPERAGE ET LEURS ANNEXES

Les rapports de repérages des matériaux et produits des listes A et B contenant de l'amiante sont annexés au DTA.

LA FICHE D'ENREGISTREMENT DE LA COMMUNICATION DU DTA (Mise à jour à la charge du propriétaire) :

Pour garder une traçabilité de la communication du dossier technique « Amiante », le propriétaire enregistre les différentes diffusions à toute personne physique et morale

Modalités de mise à jour du DTA et sa fiche récapitulative :

Note importante

Le « dossier technique amiante » est tenu à jour par le propriétaire et intègre les éléments relatifs aux matériaux et produits contenant de l'amiante découverts à l'occasion des travaux ou d'opérations d'entretien.

Il est aussi mis à jour lors de toute opération de repérage, de surveillance portant sur ces matériaux et produits contenant de l'amiante.

Toute autre information relative à ces matériaux ou produits portée à la connaissance du propriétaire doit également y figurer.

La fiche récapitulative doit également être mise à jour et communiquée dans un délai d'un mois après sa constitution ou sa mise à jour aux occupants de l'immeuble bâti et, si cet immeuble comporte des locaux de travail, aux employeurs.

Principaux textes réglementaires

Code de la Santé Publique Chapitre IV section 2 – articles R1334-14 à R1334-29-9 et annexe 13-9.

Code de la Santé Publique Chapitre IV section 2 – articles R1337-2 à R1337-5.

Décret n°2011-629 du 3 juin 2011 relatif à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis.

Décret n°2006-1114 du 5 septembre 2006 relatif aux diagnostics techniques immobiliers et modifiant le code de la construction et de l'habitation et le code de la santé publique.

Arrêté du 12 décembre 2011 relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante et au contenu du rapport de repérage.

Arrêté du 12 décembre 2011 relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste B contenant de l'amiante et du risque de dégradation lié à l'environnement ainsi que le contenu du rapport de repérage.

Arrêté du 26 juin 2013 modifiant l'arrêté du 12 décembre 2012 relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante et au contenu du rapport de repérage et modifiant l'arrêté du 12 septembre 2012 relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste B contenant de l'amiante et du risque de dégradation lié à l'environnement ainsi que le contenu du rapport de repérage.

Arrêté du 26 juin 2013 relatif au repérage des matériaux et produits de la liste C contenant de l'amiante et au contenu du rapport de repérage.

Arrêté du 21 décembre 2012 relatif aux recommandations générales de sécurité et au contenu de la fiche récapitulative du « dossier technique amiante »

Arrêté du 1er juin 2015 relatif aux modalités de transmission au préfet des rapports de repérage des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante.

Code du travail – Section 3 Risques d'exposition à l'amiante – articles R4412-94 à R4412-148.

Décret n° 2012-639 du 4 mai 2012 relatif aux risques d'exposition à l'amiante modifié par Décret n°2013-594 du 5 juillet 2013 et par décret n°2015-789 du 29 juin 2015.

Arrêté du 23 février 2012 définissant les modalités de la formation des travailleurs à la prévention des risques liés à l'amiante.

Arrêté du 7 mars 2013 relatif au choix, à l'entretien et à la vérification des équipements de protection individuelle utilisés lors d'opérations comportant un risque d'exposition à l'amiante.

Arrêté du 8 avril 2013 relatif aux règles techniques, aux mesures de prévention et aux moyens de protection collective à mettre en œuvre par les entreprises lors d'opérations comportant un risque d'exposition à l'amiante.

Arrêté du 8 avril 2013 relatif aux règles techniques, aux mesures de prévention et aux moyens de protection collective à mettre en œuvre par les entreprises lors d'opérations comportant un risque d'exposition à l'amiante (rectificatif).

Matériaux et produits concernés par le repérage

Le « dossier technique amiante » est établi sur la base du repérage des matériaux et produits des listes A et B de l'annexe 13.9 du Code de la Santé Publique, accessibles sans travaux destructifs :

Liste A mentionnée à l'article R. 1334-20 du Code de la Santé Publique

| COMPOSANT A SONDER OU A VERIFIER |
|----------------------------------|
| Flocages |
| Calorifugeages |
| Faux plafonds |

Liste B mentionnée à l'article R. 1334-21 du Code de la Santé Publique

| COMPOSANT DE LA CONSTRUCTION | PARTIE DU COMPOSANT A VERIFIER OU A SONDER |
|---|--|
| 1. Parois verticales intérieures | |
| Murs et cloisons « en dur » et poteaux (périphériques et intérieurs) | Enduits projetés, revêtements durs (plaques menuiserie, amiante-ciment) et entourages de poteaux (carton, amiante-ciment, matériau sandwich, carton + plâtre), coffrage perdu. |
| Cloisons (légères et préfabriquées), gaines et coffres. | Enduits projetés, panneaux de cloisons. |
| 2. Planchers et plafonds | |
| Plafonds, poutres et charpentes, gaines et coffres. Planchers | Enduits projetés, panneaux collés ou vissés. Dalles de sol. |
| 3. Conduits, canalisations et équipements intérieurs | |
| Conduits de fluides (air, eau, autres fluides, ...) Clapets/volets coupe-feu. Portes coupe-feu. Vide-ordures | Conduits, enveloppes de calorifuges. Clapets, volets, rebouchage. Joints (tresses, bandes). Conduits. |
| 4. Éléments extérieurs | |
| Toitures | Plaques, ardoises, accessoires de couverture (composites, fibres-ciment); bardeaux bitumineux. |
| Bardages et façades légères | Plaques, ardoises, panneaux (composites, fibres-ciment). |
| Conduits en toiture et façade | Conduits en amiante-ciment : eaux-pluviales, eaux usées, conduits de fumée. |

Note importante:

Si à l'occasion de travaux qu'elle réalise, une entreprise met en évidence la présence de matériaux amiantés, non répertoriés dans le présent Dossier Technique Amiante, elle est tenue d'en informer le propriétaire qui enregistra cette information dans le dossier et prendra les dispositions nécessaires.

Modalités de communication

Selon le Code de la Santé Publique (Chapitre IV – Section 2), les propriétaires sont tenus d'effectuer la recherche de matériaux contenant de l'amiante (matériaux cités plus haut), d'évaluer leur état de conservation afin de déterminer si des travaux s'avèreraient nécessaires.

Les propriétaires doivent aussi s'engager dans une démarche de gestion de ces matériaux et de respect des règles de sécurité à mettre en œuvre lors de s interventions sur ces matériaux (se référer au Code du travail pour plus de précisions).

Afin de protéger les riverains des chantiers de démolition ils doivent par ailleurs procéder à une recherche de l'amiante plus complète en cas de démolition de tout ou partie des immeubles.

Le dossier technique Amiante est :

1°) Tenu par le propriétaire à la disposition des occupants de l'immeuble bâti concerné, des employeurs, des représentants du personnel et des médecins du travail lorsque l'immeuble comporte des locaux de travail. Ces personnes sont informées des modalités de consultation du dossier;

2°) Communiqué par le propriétaire aux personnes et instances suivantes, **sur leur demande** et dans le cadre de leurs attributions respectives :

- a) Agents ou services mentionnés au premier alinéa de l'article L. 1312-1, aux articles L. 1421-1 et L.1435-7 et au deuxième alinéa de l'article L. 1422-1 ;
- b) Inspecteurs et contrôleurs du travail ;
- c) Inspecteurs d'hygiène et sécurité ;
- d) Agents du service de prévention des organismes de sécurité sociale et de l'organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics ;
- e) Agents du ministère chargé de la construction mentionnés à l'article L. 151-1 du code de la construction et de l'habitation ;
- f) Inspecteurs de la jeunesse et des sports ;
- g) Personnes chargées de l'inspection des installations classées et des installations nucléaires de base mentionnées à l'article L.514-5 du code de l'environnement ;
- h) Commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité ;
- i) Toute personne physique ou morale appelée à effectuer des travaux dans l'immeuble bâti ;

Le propriétaire conserve une attestation écrite de la communication du dossier à ces personnes.

Enregistrement de la communication du Dossier Technique Amiante

| Date | Entreprise informée | Nom + signature |
|------|---------------------|-----------------|
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |

Contenu du Dossier Technique Amiante

Le Dossier Technique Amiante, doit être constitué des documents suivants :

Rapports de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante

Rapports d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante

Rapport des mesures d'empoussièrement

Documents relatifs aux travaux de retrait ou de confinement des matériaux et produits contenant de l'amiante (plans de retrait ou de confinement, rapports de fin d'intervention)

Documents relatifs aux mesures conservatoires mises en place

Rapports d'examen visuels des surfaces traitées

Ces documents sont archivés en annexe du présent document.

ANNEXE : Liste des documents pris en compte pour la constitution du DTA

| Numéro de référence du rapport de repérage | Date du rapport | Nom de la société et opérateur de repérage | Objet du repérage |
|---|------------------------|---|--|
| AFFO70-ST DIZIER | 30/10/2007 | AFFINEXPERT - Jean LAVALLEZ | Repérage en vue de la constitution du " DTA " |
| 40.26124/2 | 05/02/1998 | AFITEST - P.LECLERC | Repérage en vue de la constitution du " DTA " |
| 7126855-234/AM-RBEXT/BAT0085/STDIZIER | 23/04/2018 | BUREAU VERITAS - Morgane FOURNIER | Repérage des matériaux extérieurs (liste B) contenant de l'amiante |



FICHE RECAPITULATIVE DU DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE

Article R 1334-29-5 du code de la Santé Publique

Arrêté du 21.12.2012

Le présent document est appelé « fiche récapitulative » du Dossier Technique Amiante, il présente les informations minimales devant être contenues dans la fiche récapitulative mentionnée dans l'article R1334-29-5 du code de la santé publique.

La fiche récapitulative est mise à jour, lors de toute opération de repérage, de surveillance ou de travaux portant sur des matériaux et produits contenant de l'amiante. Toute autre information relative à ces matériaux et produits repérés portée à la connaissance du propriétaire doit également y figurer.

Elle mentionne les travaux qui ont été réalisés pour retirer ou confiner des matériaux et produits contenant de l'amiante. Elle est mise à jour systématiquement à l'occasion de travaux ayants conduits à la découverte ou la suppression de matériaux ou produits contenant de l'amiante.

Elle doit être communiquée dans un délai de un mois après sa constitution ou sa mise à jour aux occupants de l'immeuble bâti et, si cet immeuble comporte des locaux de travail, à l'employeur.

Une fiche récapitulative est renseignée par DTA et par immeuble bâti.

| Date de création ou de mise à jour | Référence du présent document | Document établi par |
|------------------------------------|-------------------------------|--|
| 23/04/2018 | 351480140.1.DTA | BUREAU VERITAS EXPLOITATION - Morgane FOURNIER |

Identification de l'immeuble, du détenteur et des modalités de consultation du DTA

| |
|---|
| Propriétaire |
| Nom : USID ST DIZIER - Adresse : Base aérienne 113 Saint-Dizier 52113 ST DIZIER France |

| |
|---|
| Immeuble bâti pour lequel le DTA a été constitué |
| Nom : BA 113 BAT 085 FILTRAGE Adresse : Base Aérienne 113 52100 ST EULIEN Date du permis de construction ou année de construction : 1982 |

| |
|--|
| Détenteur du Dossier Technique Amiante |
| Nom : USID ST DIZIER / M.STOFFEL Fonction : Service : Adresse complète : Base aérienne 113 Saint-Dizier 52113 ST DIZIER Téléphone : 03 25 07 72 41 |

| |
|--|
| Modalités de consultation de ce dossier : |
| Lieu (dont les possibilités de consultation sur support dématérialisé) : Horaires : Contact si différent du détenteur du dossier : |

Rapports de repérage

| Numéro de référence du rapport de repérage | Date du rapport | Nom de la société et opérateur de repérage | Objet du repérage |
|--|-----------------|--|--|
| AFFO70-ST DIZIER | 30/10/2007 | AFFINEXPERT - Jean LAVALLEZ | Repérage en vue de la constitution du " DTA " |
| 40.26124/2 | 05/02/1998 | AFITEST - P.LECLERC | Repérage en vue de la constitution du " DTA " |
| 7126855-234/AM-RBEXT/BAT0085/STDIZIER | 23/04/2018 | BUREAU VERITAS - Morgane FOURNIER | Repérage des matériaux extérieurs (liste B) contenant de l'amiante |

Liste des parties de l'immeuble bâti ayant donné lieu au repérage

| LISTE DES DIFFERENTS REPERAGES | N° DE REFERENCE et DATE du rapport de repérage | LISTE DES PARTIES de l'immeuble bâti visitées (1) | LISTE DES PARTIES de l'immeuble bâti non visitées devant donner lieu à une prochaine visite (2) |
|--|---|---|---|
| Repérage en vue de la constitution du "DTA " | Rapport N° AFFO70-ST DIZIER Du 30/10/2007 | POSTE DE FILTRAGE | / |
| Repérage en vue de la constitution du "DTA " | Rapport N° 40.26124/2 Du 05/02/1998 | POSTE DE FILTRAGE | / |
| Repérage des matériaux extérieurs (liste B) contenant de l'amiante | Rapport N° 7126855-234/AM- RBEXT/BAT0085/STDIZIER Du 23/04/2018 | TOITURE FACADE | / |

1°) Tous les locaux doivent être obligatoirement visités.

2°) Pour les locaux non visités, permettre leur identification et en indiquer le motif (exemple : locaux inaccessibles, clefs absentes, ...) et, lorsqu'elle est connue, la date du repérage complémentaire programmé.

Identification des matériaux et produits contenant de l'amiante

Matériaux et produits de la liste A de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante

| Date du repérage | Type de Repérage | Matériau ou produit Description | Référence du matériau ou produit | Localisation précise | État de conservation (Score) ⁽¹⁾ | Mesures obligatoires associées |
|---|------------------|---------------------------------|----------------------------------|----------------------|---|--------------------------------|
| Légende : | | | | | | |
| (1) : L'état de conservation est défini par un score 1, 2 ou 3 en application de grilles d'évaluation définies réglementairement, 3 étant le moins bon score et 1 le meilleur | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |

Matériaux et produits de la liste B de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante

| Date du repérage | Type de Repérage | Matériau ou produit Description | Référence du matériau ou produit | Localisation précise | État de conservation ⁽²⁾ | Mesures préconisées par l'opérateur ⁽¹⁾ |
|---|------------------|---------------------------------|----------------------------------|----------------------|-------------------------------------|--|
| Légende : | | | | | | |
| (1) : Recommandations suite au résultat de l'état de conservation : EP Évaluation périodique, AC1 Action corrective de premier niveau, AC2 Action corrective de second niveau | | | | | | |
| (2) : Conclusion conforme à la réglementation en vigueur au moment de la réalisation du repérage | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |

Matériaux et produits hors la liste A et B de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante

| Date du repérage | Type de Repérage | Matériau ou produit Description | Référence du matériau ou produit | Localisation précise | État de conservation ⁽¹⁾ | Mesures préconisées par l'opérateur |
|--|------------------|---------------------------------|----------------------------------|----------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|
| <i>Légende :</i> (1) : L'État de conservation et les mesures associées pour ce type de matériaux ne sont pas définis par la réglementation en vigueur au moment de la réalisation du repérage. Ces états de conservation et de recommandation associés ci-après sont donnés à titre informatif. BE pour Bon état, ED pour Etat dégradé | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |

Les évaluations périodiques

Évaluation obligatoire des matériaux et produits de la liste A de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante

| Date | Matériau ou produit | Référence du matériau ou produit | Localisation précise | Score ⁽¹⁾ | Obligation réglementaire | Actions associées à l'obligation réglementaire |
|---|---------------------|----------------------------------|----------------------|----------------------|--------------------------|--|
| Légende : | | | | | | |
| (1) : L'état de conservation est défini par un score 1, 2 ou 3 en application de grilles d'évaluation définies réglementairement, 3 étant le moins bon score et 1 le meilleur | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |

L'évaluation périodique de l'état de conservation est effectuée tous les trois ans. Pour l'état intermédiaire de dégradation, des mesures d'empoussièrement sont réalisées.

Obligations issues des grilles d'évaluation de l'état de conservation :

Score 1:

Une évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante par des personnes répondant aux conditions posées par les dispositions de l'article L. 271-6 du code de la construction et de l'habitation doit être effectuée dans un délai maximal de trois ans à compter de la date de remise au propriétaire du rapport de repérage ou des résultats de la dernière évaluation de l'état de conservation ou à l'occasion de toute modification substantielle de l'ouvrage ou de son usage.

Score 2:

Des mesures d'empoussièrément dans l'air par un organisme accrédité doivent être réalisées dans un délai de trois mois à compter de la date de remise au propriétaire du rapport de repérage ou des résultats de la dernière évaluation de l'état de conservation

Si le niveau d'empoussièrément mesuré dans l'air est inférieur ou égal à la valeur de 5 fibres/litre, le propriétaire fait procéder à l'évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante prévue à l'article dans un délai maximal de trois ans à compter de la date de remise des résultats des mesures d'empoussièrément ou à l'occasion de toute modification substantielle de l'ouvrage ou de son usage.

Si le niveau d'empoussièrément mesuré dans l'air en application de l'article R. 1334-27 est supérieur à 5 fibres/litre, le propriétaire fait procéder à des travaux de confinement ou de retrait de l'amiante selon les modalités prévues à l'article R. 1334-29.

Score 3:

Des travaux de confinement ou de retrait de l'amiante doivent être achevés dans un délai de trente-six mois à compter de la date à laquelle sont remis au propriétaire le rapport de repérage ou les résultats des mesures d'empoussièrément ou de la dernière évaluation de l'état de conservation.

Pendant la période précédant les travaux, des mesures conservatoires appropriées sont mises en œuvre afin de réduire l'exposition des occupants et de la maintenir au niveau le plus bas possible, et, dans tous les cas, à un niveau d'empoussièrément inférieur à 5 fibres/litre. Les mesures conservatoires ne doivent conduire à aucune sollicitation des matériaux et produits concernés par les travaux.

Le propriétaire informe le préfet du département du lieu d'implantation de l'immeuble concerné, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle sont remis le rapport de repérage ou les résultats des mesures d'empoussièrément ou de la dernière évaluation de l'état de conservation, des mesures conservatoires mises en œuvre, et, dans un délai de douze mois, des travaux à réaliser et de l'échéancier proposé.

Évaluation des matériaux et produits de la liste B de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante

| Date | Matériau ou produit | Référence du matériau ou produit | Localisation précise | Résultat de l'état de conservation | Recommandation ⁽¹⁾ | Actions associées à la recommandation |
|---|---------------------|----------------------------------|----------------------|------------------------------------|-------------------------------|---------------------------------------|
| Légende : | | | | | | |
| (1) : Recommandations suite au résultat de l'état de conservation : EP Évaluation périodique, AC1 Action corrective de premier niveau, AC2 Action corrective de second niveau | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |

Recommandations issues des grilles d'évaluation de l'état de conservation :

EP : Évaluation périodique :

Lorsque le type de matériau ou produit concerné contenant de l'amiante, la nature et l'étendue des dégradations qu'il présente et l'évaluation du risque de dégradation ne conduisent pas à conclure à la nécessité d'une action de protection immédiate sur le matériau ou produit. Cette évaluation périodique consiste à :

- a) Contrôler périodiquement que l'état de dégradation des matériaux et produits concernés ne s'aggrave pas et, le cas échéant, que leur protection demeure en bon état de conservation ;
- b) Rechercher, le cas échéant, les causes de dégradation et prendre les mesures appropriées pour les supprimer

AC1 : Action corrective de premier niveau :

Lorsque le type de matériau ou produit concerné contenant de l'amiante, la nature et l'étendue des dégradations et l'évaluation du risque de dégradation conduisent à conclure à la nécessité d'une action de remise en état limitée au remplacement, au recouvrement ou à la protection des seuls éléments dégradés. Cette action corrective de premier niveau consiste à :

- a) Rechercher les causes de la dégradation et définir les mesures correctives appropriées pour les supprimer ;
- b) Procéder à la mise en œuvre de ces mesures correctives afin d'éviter toute nouvelle dégradation et, dans l'attente, prendre les mesures de protection appropriées afin de limiter le risque de dispersion des fibres d'amiante.
- c) Veiller à ce que les modifications apportées ne soient pas de nature à aggraver l'état des autres matériaux et produits contenant de l'amiante restant accessibles dans la même zone ;
- d) Contrôler périodiquement que les autres matériaux et produits restant accessibles ainsi que, le cas échéant, leur protection demeurent en bon état de conservation.

AC2 : Action corrective de deuxième niveau :

Cette action concerne l'ensemble d'une zone, de telle sorte que le matériau ou produit ne soit plus soumis à aucune agression ni dégradation. Cette action corrective de second niveau consiste à :

- a) Prendre, tant que les mesures mentionnées au c n'ont pas été mises en place, les mesures conservatoires appropriées pour limiter le risque de dégradation et la dispersion des fibres d'amiante. Cela peut consister à adapter, voire condamner l'usage des locaux concernés afin d'éviter toute exposition et toute dégradation du matériau ou produit contenant de l'amiante. Durant les mesures conservatoires, et afin de vérifier que celles-ci sont adaptées, une mesure d'empoussièrément est réalisée, conformément aux dispositions du code de la santé publique.
- b) Procéder à une analyse de risque complémentaire, afin de définir les mesures de protection ou de retrait les plus adaptées, prenant en compte l'intégralité des matériaux et produits contenant de l'amiante dans la zone concernée;
- c) Mettre en œuvre les mesures de protection ou de retrait définies par l'analyse de risque ;
- d) Contrôler périodiquement que les autres matériaux et produits restant accessibles, ainsi que leur protection, demeurent en bon état de conservation

Évaluation des matériaux et produits hors liste A et B de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante

| Date | Matériau ou produit | Référence du matériau ou produit | Localisation précise | Résultat de l'état de conservation | Recommandation ⁽¹⁾ | Actions associées à la recommandation |
|---|---------------------|----------------------------------|----------------------|------------------------------------|-------------------------------|---------------------------------------|
| Légende : | | | | | | |
| <i>(1) : L'État de conservation et les mesures associées pour ce type de matériaux ne sont pas définis par la réglementation en vigueur au moment de la réalisation du repérage. Ces états de conservation et de recommandation associés ci-après sont donnés à titre informatif.</i> | | | | | | |
| <i>BE pour Bon état, ED pour Etat dégradé</i> | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |

Travaux de retrait ou de confinement – Mesures conservatoires

| Matériau ou produit | Localisation précise | Nature des travaux ou des mesures conservatoires | Dates des travaux ou des mesures conservatoires | Entreprises intervenantes | Indiquer les résultats de l'examen visuel et des mesures d'empoussièrément(art R 1334-29-3 du code de la Santé Publique) |
|---------------------|----------------------|--|---|---------------------------|--|
| | | | | | |
| | | | | | |

Si les travaux ne conduisent pas au retrait total des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante, il est procédé à une évaluation périodique de l'état de conservation de ces matériaux et produits résiduels dans les conditions prévues à l'article R. 1334-20, dans un délai maximal de trois ans à compter de la date à laquelle sont remis les résultats du contrôle ou à l'occasion de toute modification substantielle de l'ouvrage ou de son usage.

Les recommandations générales de sécurité

L'identification des matériaux et produits contenant de l'amiante est un préalable à l'évaluation et à la prévention des risques liés à la présence d'amiante dans un bâtiment. Elle doit être complétée par la définition et la mise en œuvre de mesures de gestion adaptées et proportionnées pour limiter l'exposition des occupants présents temporairement ou de façon permanente dans le bâtiment et des personnes appelées à intervenir sur les matériaux ou produits contenant de l'amiante.

Ces mesures sont inscrites dans le dossier technique amiante et dans sa fiche récapitulative que le propriétaire constitue et tient à jour en application des dispositions de l'article R. 1334-29-5 du code de la santé publique.

La mise à jour régulière et la communication du dossier technique amiante ont vocation à assurer l'information des occupants et des différents intervenants dans le bâtiment sur la présence des matériaux et produits contenant de l'amiante, afin de permettre la mise en œuvre des mesures visant à prévenir les expositions.

Les recommandations générales de sécurité définies ci-après rappellent les règles de base destinées à prévenir les expositions. Le propriétaire (ou, à défaut, l'exploitant) de l'immeuble concerné adapte ces recommandations aux particularités de chaque bâtiment et de ses conditions d'occupation ainsi qu'aux situations particulières rencontrées.

Ces recommandations générales de sécurité ne se substituent en aucun cas aux obligations réglementaires existantes en matière de prévention des risques pour la santé et la sécurité des travailleurs, inscrites dans le code du travail.

Informations générales

a) Dangerosité de l'amiante

Les maladies liées à l'amiante sont provoquées par l'inhalation des fibres.

Toutes les variétés d'amiante sont classées comme substances cancérigènes avérées pour l'homme. Elles sont à l'origine de cancers qui peuvent atteindre soit la plèvre qui entoure les poumons (mésothéliomes), soit les bronches et/ou les poumons (cancers broncho-pulmonaires).

Ces lésions surviennent longtemps (souvent entre 20 à 40 ans) après le début de l'exposition à l'amiante. Le Centre international de recherche sur le cancer (CIRC) a également établi récemment un lien entre exposition à l'amiante et cancers du larynx et des ovaires.

D'autres pathologies, non cancéreuses, peuvent également survenir en lien avec une exposition à l'amiante. Il s'agit exceptionnellement d'épanchements pleuraux (liquide dans la plèvre) qui peuvent être récidivants ou de plaques pleurales (qui épaississent la plèvre).

Dans le cas d'empoussièrement important, habituellement d'origine professionnelle, l'amiante peut provoquer une sclérose (asbestose) qui réduira la capacité respiratoire et peut dans les cas les plus graves produire une insuffisance respiratoire parfois mortelle.

Le risque de cancer du poumon peut être majoré par l'exposition à d'autres agents cancérigènes, comme la fumée du tabac.

b) Présence d'amiante dans des matériaux et produits en bon état de conservation

L'amiante a été intégré dans la composition de nombreux matériaux utilisés notamment pour la construction. En raison de son caractère cancérigène, ses usages ont été restreints progressivement à partir de 1977, pour aboutir à une interdiction totale en 1997.

En fonction de leur caractéristique, les matériaux et produits contenant de l'amiante peuvent libérer des fibres d'amiante en cas d'usure ou lors d'interventions mettant en cause l'intégrité du matériau ou produit (par exemple perçage, ponçage, découpe, friction...). Ces situations peuvent alors conduire à des expositions importantes si des mesures de protection renforcées ne sont pas prises.

Pour rappel, les matériaux et produits répertoriés aux listes A et B de l'annexe 13-9 du code de la santé publique font l'objet d'une évaluation de l'état de conservation dont les modalités sont définies par arrêté. Il convient de suivre les recommandations émises par les opérateurs de repérage dits « diagnostiqueurs » pour la gestion des matériaux ou produits repérés.

De façon générale, il est important de veiller au maintien en bon état de conservation des matériaux et

produits contenant de l'amiante et de remédier au plus tôt aux situations d'usure anormale ou de dégradation de ceux-ci.

Intervention de professionnels soumis aux dispositions du code du travail

Il est recommandé aux particuliers d'éviter dans la mesure du possible toute intervention directe sur des matériaux et produits contenant de l'amiante et de faire appel à des professionnels compétents dans de telles situations.

Les entreprises réalisant des opérations sur matériaux et produits contenant de l'amiante sont soumises aux dispositions des articles R. 4412-94 à R. 4412-148 du code du travail.

Les entreprises qui réalisent des travaux de retrait ou de confinement de matériaux et produits contenant de l'amiante doivent en particulier être certifiées dans les conditions prévues à l'article R. 4412-129.

Cette certification est obligatoire à partir du 1er juillet 2013 pour les entreprises effectuant des travaux de retrait sur l'enveloppe extérieure des immeubles bâtis et à partir du 1er juillet 2014 pour les entreprises de génie civil.

Des documents d'information et des conseils pratiques de prévention adaptés sont disponibles sur le site Travailler-mieux (<http://www.travailler-mieux.gouv.fr>) et sur le site de l'Institut national de recherche et de sécurité pour la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles (<http://www.inrs.fr>).

Recommandations générales de sécurité

Il convient d'éviter au maximum l'émission de poussières notamment lors d'interventions ponctuelles non répétées, par exemple :

- perçage d'un mur pour accrocher un tableau ;
- remplacement de joints sur des matériaux contenant de l'amiante ;
- travaux réalisés à proximité d'un matériau contenant de l'amiante en bon état, par exemple des interventions légères dans des boîtiers électriques, sur des gaines ou des circuits situés sous un flocage sans action directe sur celui-ci, de remplacement d'une vanne sur une canalisation calorifugée à l'amiante.

L'émission de poussières peut être limitée par humidification locale des matériaux contenant de l'amiante en prenant les mesures nécessaires pour éviter tout risque électrique et/ou en utilisant de préférence des outils manuels ou des outils à vitesse lente.

Le port d'équipements adaptés de protection respiratoire est recommandé. Le port d'une combinaison jetable permet d'éviter la propagation de fibres d'amiante en dehors de la zone de travail. Les combinaisons doivent être jetées après chaque utilisation.

Des informations sur le choix des équipements de protection sont disponibles sur le site internet amiante de l'INRS à l'adresse suivante : www.amiante.inrs.fr.

De plus, il convient de disposer d'un sac à déchets à proximité immédiate de la zone de travail et d'une éponge ou d'un chiffon humide de nettoyage.

Gestion des déchets contenant de l'amiante

Les déchets de toute nature contenant de l'amiante sont des déchets dangereux. A ce titre, un certain nombre de dispositions réglementaires, dont les principales sont rappelées ci-après, encadrent leur élimination.

Lors de travaux conduisant à un désamiantage de tout ou partie de l'immeuble, la personne pour laquelle les travaux sont réalisés, c'est-à-dire les maîtres d'ouvrage, en règle générale les propriétaires, ont la responsabilité de la bonne gestion des déchets produits, conformément aux dispositions de l'article L. 541-2 du code de l'environnement. Ce sont les producteurs des déchets au sens du code de l'environnement.

Les déchets liés au fonctionnement d'un chantier (équipements de protection, matériel, filtres, bâches, etc.) sont de la responsabilité de l'entreprise qui réalise les travaux.

a) Conditionnement des déchets

Les déchets de toute nature susceptibles de libérer des fibres d'amiante sont conditionnés et traités de manière à ne pas provoquer d'émission de poussières.

Ils sont ramassés au fur et à mesure de leur production et conditionnés dans des emballages appropriés et fermés, avec apposition de l'étiquetage prévu par le décret no 88-466 du 28 avril 1988 relatif aux produits contenant de l'amiante et par le code de l'environnement notamment ses articles R. 551-1 à R. 551-13 relatifs aux dispositions générales relatives à tous les ouvrages d'infrastructures en matière de stationnement, chargement ou déchargement de matières dangereuses.

Les professionnels soumis aux dispositions du code du travail doivent procéder à l'évacuation des déchets, hors du chantier, aussitôt que possible, dès que le volume le justifie après décontamination de leurs emballages.

b) Apport en déchèterie

Environ 10 % des déchèteries acceptent les déchets d'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité provenant de ménages, voire d'artisans.

Tout autre déchet contenant de l'amiante est interdit en déchèterie.

A partir du 1er janvier 2013, les exploitants de déchèterie ont l'obligation de fournir aux usagers les emballages et l'étiquetage appropriés aux déchets d'amiante.

c) Filières d'élimination des déchets

Les matériaux contenant de l'amiante ainsi que les équipements de protection (combinaison, masque, gants...) et les déchets issus du nettoyage (chiffon...) sont des déchets dangereux. En fonction de leur nature, plusieurs filières d'élimination peuvent être envisagées.

Les déchets contenant de l'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité peuvent être éliminés dans des installations de stockage de déchets non dangereux si ces installations disposent d'un casier de stockage dédié à ce type de déchets.

Tout autre déchet amianté doit être éliminé dans une installation de stockage pour déchets dangereux ou être vitrifiés. En particulier, les déchets liés au fonctionnement du chantier, lorsqu'ils sont susceptibles d'être contaminés par de l'amiante, doivent être éliminés dans une installation de stockage pour déchets dangereux ou être vitrifiés.

d) Information sur les déchèteries et les installations d'élimination des déchets d'amiante

Les informations relatives aux déchèteries acceptant des déchets d'amiante lié et aux installations d'élimination des déchets d'amiante peuvent être obtenues auprès :

- de la préfecture ou de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (direction régionale et interdépartementale de l'environnement et de l'énergie en Ile-de-France) ou de la direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;
- du conseil général (ou conseil régional en Ile-de-France) au regard de ses compétences de planification sur les déchets dangereux ;
- de la mairie ;
- ou sur la base de données « déchets » gérée par l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, directement accessible sur internet à l'adresse suivante : www.sinoc.org.

e) Traçabilité

Le producteur des déchets remplit un bordereau de suivi des déchets d'amiante (BSDA, CERFA no 11861).

Le formulaire CERFA est téléchargeable sur le site du ministère chargé de l'environnement. Le propriétaire recevra l'original du bordereau rempli par les autres intervenants (entreprise de travaux, transporteur, exploitant de l'installation de stockage ou du site de vitrification).

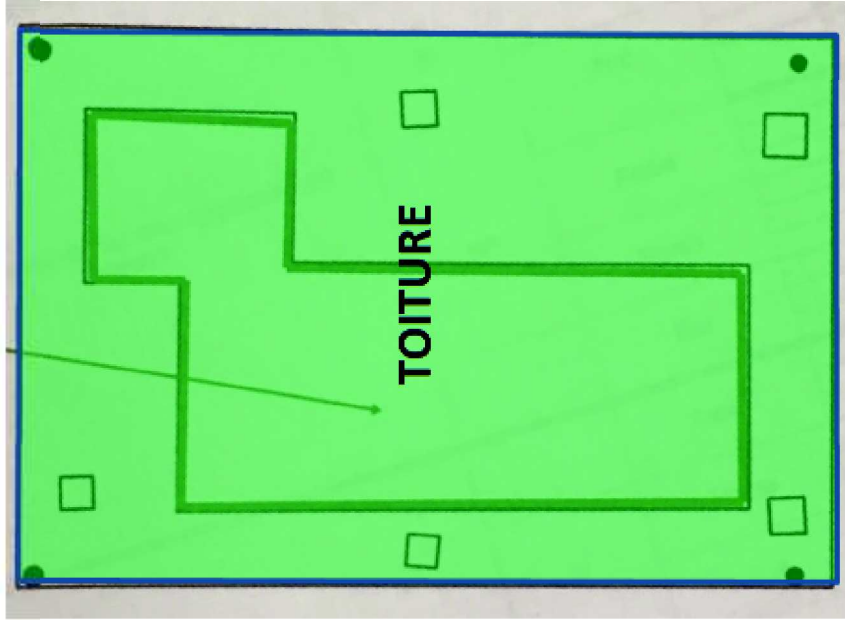
Dans tous les cas, le producteur des déchets devra avoir préalablement obtenu un certificat d'acceptation préalable lui garantissant l'effectivité d'une filière d'élimination des déchets.

Par exception, le bordereau de suivi des déchets d'amiante n'est pas imposé aux particuliers voire aux artisans qui se rendent dans une déchèterie pour y déposer des déchets d'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité.

Ils ne doivent pas remplir un bordereau de suivi de déchets d'amiante, ce dernier étant élaboré par la déchèterie.

Plans et/ou Croquis

BAT 0085



| | | |
|---|---|-----------------------------------|
| Planche de repérage (la planche de repérage est indissociable du rapport) | | |
| Site : BA 113 BAT 085 FILTRAGE | Adresse : Base Aérienne 113 52100 ST EULIEN | Localisation : BÂTIMENT / TOITURE |
| Réalisé par : Morgane FOURNIER | N° de planche : 1 / 1 | |

Bureau Veritas Exploitation SAS

CHAMPIGNY
Parc d'Affaires Reims Champigny
Allée Jean Marie Amelin
51370 CHAMPIGNY France
Téléphone : 03 26 05 15 25
Mail : morgane.fournier@fr.bureauveritas.com

A l'attention de BROUTEE FREDERIC

OFFICE NATIONAL DES ANCIENS
1 RUE DU MARECHAL LYAUTEY
57044 METZ

Rapport de mission de repérage des éléments extérieurs de la liste B de l'annexe 13-9 du Code de la Santé Publique, contenant de l'amiante

Article R1334-18 du Code de la Santé Publique, Norme NF X 46-020 du 5 aout 2017



Dates de la visite : 19/04/2018

Coordonnées du site : 0085
Nom du site : DTA BA113

Immeuble bâti objet du repérage :

BA 113 BAT 085 FILTRAGE
Base Aérienne 113
52100 ST EULIEN

Numéro d'affaire : 7126855
Référence du rapport : 351480139.1.R
Rédigé le : 23/04/2018
Opérateur de repérage : Morgane FOURNIER
Date de la commande : 04/04/2018

Certification de compétence : Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par Bureau Veritas Certification 60, avenue du Général de Gaulle - 92046 PARIS La Défense Certificat n° 8026817



| | Date de début de validité | Date de fin de validité |
|----------------------|---------------------------|-------------------------|
| Amiante sans mention | 01/03/2018 | 28/02/2023 |
| Amiante avec mention | | |

Ce rapport contient **13** pages y compris les annexes et ne peut être reproduit qu'intégralement .

Signature :

SOMMAIRE

| | |
|---|----------|
| 1. CONCLUSIONS..... | 3 |
| 2. INFORMATIONS GENERALES..... | 4 |
| 2.1. Immeuble bâti objet de la mission..... | 4 |
| 2.2. Intervenants..... | 4 |
| 2.3. Opérateur(s) de repérage..... | 4 |
| 3. DESCRIPTION DE LA MISSION DE REPERAGE..... | 5 |
| 3.1. Textes réglementaires..... | 5 |
| 3.2. Programme de repérage..... | 5 |
| 3.3. Méthodologie de la mission..... | 5 |
| 3.4. Limites de la mission..... | 6 |
| 4. CONDITIONS DE REALISATION DU REPERAGE..... | 7 |
| 4.1. Documents remis par le donneur d'ordre ou disponibles lors de la visite..... | 7 |
| 4.2. Conditions de visite..... | 7 |
| 5. ANNEXES..... | 8 |
| 5.1. Parties d'immeuble bâti visitées..... | 8 |
| 5.2. Croquis de repérage..... | 9 |
| 5.3. Attestation d'assurance..... | 11 |
| 5.4. Certificat de compétence..... | 13 |

1. CONCLUSIONS

Dans le cadre de la mission objet du présent rapport, il n'a pas été repéré de matériaux et produits contenant de l'amiante.

2. INFORMATIONS GENERALES

2.1. Immeuble bâti objet de la mission

Adresse: BA 113 BAT 085 FILTRAGE
Base Aérienne 113
52100 ST EULIEN

| Bâtiment | Fonction principale | Classement | Date du permis de construire ou année de construction | Année de réhabilitation ou description des modifications : |
|-------------------------|---------------------|--------------------------------------|---|--|
| BA 113 BAT 085 FILTRAGE | Bureaux | Immeuble de travail <= 300 personnes | 1982 | NC |

Le repérage porte exclusivement sur les parties de bâtiments et les locaux dont la liste est détaillée en annexe Parties d'immeubles bâti visitées

2.2. Intervenants

| Partie prenante | Société | Adresse | Coordonnées |
|---------------------------|---|--|---|
| Commanditaire du repérage | OFFICE NATIONAL DES ANCIENS FREDERIC BROUTEE | 1 RUE DU MARECHAL LYAUTEY 57044 METZ | 0324413387 0672486989 frederic.broutee@intradef.gouv.fr |
| Propriétaire | USID ST DIZIER | Base aérienne 113 Saint-Dizier 52113 ST DIZIER | 03 25 07 71 13 |
| Accompagnateur | USID ST DIZIER M.HENNEQUIN | Base aérienne 113 Saint-Dizier 52113 ST DIZIER | 06 18 75 19 17 |

2.3. Opérateur(s) de repérage

| Société | Nom | Organisme de certification | N° de certification* | Date d'obtention de la certification | Date de validité de la certification |
|--|------------------|------------------------------|----------------------|--------------------------------------|--------------------------------------|
| BUREAU VERITAS EXPLOITATION 790184675 | MORGANE FOURNIER | Bureau Veritas Certification | 8026817 | 01/03/2018 | 28/02/2023 |

3. DESCRIPTION DE LA MISSION DE REPERAGE

Ce rapport est établi dans le cadre du repérage des matériaux et produits extérieurs de la liste B de l'annexe 13-9 du Code de la Santé Publique, en vue de la mise à jour du Dossier Technique Amiante.

3.1. Textes réglementaires

Code de la Santé Publique : articles L1334-12-1, R1334-15 à 18, R1334-21, R1334-23, R1334-24, R1334-29-3, annexe 13-9 du Code de la Santé Publique

Décret n° 2011-629 du 3 juin 2011 relatif à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis

Arrêté du 12 décembre 2012 relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste B contenant de l'amiante et du risque de dégradation lié à l'environnement ainsi que le contenu du rapport de repérage, modifié par l'arrêté du 26 juin 2013

Norme NF X 46-020 du 5 août 2017 : Repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante dans les immeubles bâtis.

3.2. Programme de repérage

Dans le cadre de notre mission, le programme de repérage est le suivant :

Matériaux et produits extérieurs de la liste B de l'annexe 13-9 du Code de la Santé Publique

| Composant de la construction | Partie du composant à vérifier ou à sonder |
|---------------------------------|--|
| 4. Éléments extérieurs | |
| Toitures. | Plaques, ardoises, accessoires de couverture (composites, fibres-ciment), bardeaux bitumineux. |
| Bardages et façades légères. | Plaques, ardoises, panneaux (composites, fibre-ciment). |
| Conduits en toiture et façades. | Conduits en amiante-ciment : eaux pluviales, eaux usées, conduits de fumée. |

3.3. Méthodologie de la mission

Lors de la première phase, l'opérateur de repérage recherche les matériaux et produits extérieurs de la liste B de l'annexe 13-9 du code de la santé publique accessibles sans investigation approfondie destructive.

A cette fin, il examine de façon exhaustive toutes les différentes parties de l'immeuble bâti. Il détermine les zones présentant des similitudes d'ouvrage et les zones homogènes.

Les zones présentant des similitudes d'ouvrage permettent d'optimiser les investigations à conduire en réduisant le nombre de prélèvements pour analyse.

Lorsque, dans des cas très exceptionnels qui doivent être justifiés par l'opérateur, certaines parties de l'immeuble bâti ne sont pas accessibles, l'opérateur de repérage le précise et en mentionne les motifs.

Lors de la deuxième phase, en prenant en compte les zones présentant des similitudes d'ouvrage, l'opérateur de repérage identifie et localise parmi les matériaux et produits extérieurs de la liste B de l'annexe 13-9 du code de la santé publique ceux qui contiennent de l'amiante.

A cette fin, il conclut quant à la présence d'amiante dans ces matériaux et produits, pour chacun des matériaux et produits repérés à l'issue de la première phase, en fonction des informations et des moyens dont il dispose et de sa connaissance des matériaux et produits utilisés.

En cas de doute, il détermine les matériaux et produits dont il convient de prélever et d'analyser un ou des échantillons pour pouvoir conclure quant à la présence d'amiante. Les prélèvements sont effectués sur toute l'épaisseur pour les matériaux et produits de la liste A, et sur la première couche accessible pour les produits et matériaux extérieurs de la liste B. L'opérateur de repérage veille à la traçabilité des échantillons prélevés. Il transmet au laboratoire d'analyse une fiche d'accompagnement.

Conformément aux dispositions de l'article R. 1334-24 du Code de la Santé Publique, les analyses des échantillons de ces matériaux et produits sont réalisées par un organisme accrédité.

L'opérateur conclut définitivement à l'absence ou à la présence d'amiante pour chaque matériau ou produit repéré.

Pour les matériaux et produits extérieurs de la liste B de l'annexe 13-9 du Code de la Santé Publique : l'opérateur de repérage précise le critère (matériau ou produit qui par nature ne contient pas d'amiante, marquage du matériau, document consulté, résultat d'analyse de matériau ou produit) qui lui a permis de conclure quant à la présence ou l'absence d'amiante.

Pour chacun des matériaux et produits repérés, en fonction de sa connaissance des matériaux et produits utilisés, il atteste, le cas échéant, de la présence d'amiante. Dans ce cas, il précise dans sa conclusion que le critère qui lui a permis de conclure est son jugement personnel.

Lors de la troisième phase, l'opérateur de repérage évalue par zone homogène l'état de conservation des matériaux ou produits des listes A et B de l'annexe 13-9 du Code de la Santé Publique contenant de l'amiante :

liste A : en application des critères des grilles d'évaluations définies en annexes de l'arrêté du 12 décembre 2012 modifié,

liste B : selon les critères de la grille d'évaluation définis en annexe de l'arrêté liste B du 12 décembre 2012 modifié.

3.4. Limites de la mission

Le présent repérage ne peut être utilisé que dans les limites de la présente mission.

Il n'est en aucun cas assimilable à un repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante :

avant travaux, et n'est pas adapté ni suffisant à l'évaluation du risque amiante en cas de travaux selon l'article R. 4412-97 du Code du Travail,

avant démolition, tel que défini par les articles R.1334-19 et R.1334-22 du Code de la Santé Publique, et n'est pas adapté ni suffisant à l'évaluation du risque amiante en cas de démolition.

La recherche des matériaux et produits pouvant contenir de l'amiante (MPCA) objet de la mission est limitée aux éléments extérieurs de la liste B de l'annexe 13-9 du Code de la Santé Publique. Elle est réalisée sur les matériaux accessibles sans sondage destructif, avec prélèvements d'échantillons selon une méthode d'échantillonnage respectant en cela les prescriptions de la norme NF X 46-020 et de l'arrêté du 12 décembre 2012 modifié relatif à la liste B.

Cette recherche ne peut cependant être exhaustive compte tenu de la multitude de formes que peut prendre l'amiante et le caractère aléatoire et sporadique de son ajout aux matériaux du bâtiment. Certains MPCA des éléments extérieurs de la liste B de l'annexe 13-9 du Code de la Santé Publique peuvent donc ne pas être mis en évidence par la méthode de recherche réglementaire : détermination de zones présentant des similitudes d'ouvrage, fréquence de sondages à l'intérieur de celles-ci conformément à la norme NF X 46-020.

Il n'est ainsi pas exclu que certains MPCA des éléments extérieurs de la liste B de l'annexe 13-9 du Code de la Santé Publique non visibles et inaccessibles sans démontage particulier ou investigation approfondie destructrice puissent être mis en évidence ultérieurement lors d'opérations de travaux, de démolition ou de réhabilitation.

L'ancienneté des matériaux contenant de l'amiante, les diverses agressions qu'ils subissent, peuvent entraîner la dénaturation de ceux-ci et donner lieu à la libération spontanée de fibres d'amiante. Ainsi des fibres peuvent migrer et polluer un matériau non réputé contenir de l'amiante, se trouvant à proximité du matériau amianté. L'intervention ne prend pas en compte dans le présent repérage, cet effet de pollution éventuelle.

Les résultats antérieurs, en matière de repérage d'amiante, communiqués dans le cadre de la présente mission, sont réputés satisfaire aux exigences imposées par les textes réglementaires et normatifs.

4. CONDITIONS DE REALISATION DU REPERAGE

Dates d'intervention : le 19/04/2018

4.1. Documents remis par le donneur d'ordre ou disponibles lors de la visite

Rapports de repérage amiante :

| Références rapport de repérage | Date rapport | Auteur rapport | Objet du repérage | Principales conclusions |
|--------------------------------|--------------|--------------------------------|---|---|
| 40.26124/2 | 05/02/1998 | AFITEST - P.LECLERC | Repérage en vue de la constitution du " DTA " | Absence de matériau ou produit contenant de l'amiante |
| AFFO70-ST DIZIER | 30/10/2007 | AFFINEXPERT - Jean LAVALLEZ | Repérage en vue de la constitution du " DTA " | Absence de matériau ou produit contenant de l'amiante |

Les résultats antérieurs en matière de recherche d'amiante utilisés pour la réalisation du repérage, communiqués dans le cadre de la présente mission, sont réputés satisfaire aux exigences imposées par les textes en matière de diagnostics, constats et repérages amiante.

Autres documents :

Aucun document nous a été communiqué ou était disponible lors de la visite.

4.2. Conditions de visite

| |
|--|
| Absence de documents décrivant les ouvrages (plans, croquis) |
| Absence d'informations décrivant les produits, matériaux et protections physiques mises en place |

5. ANNEXES

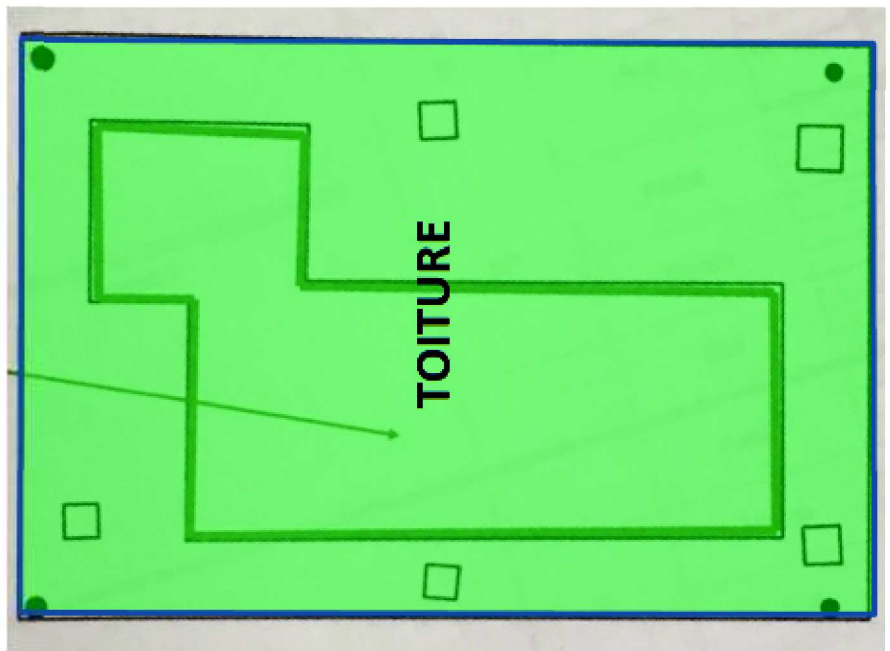
5.1. Parties d'immeuble bâti visitées

La liste ci-dessous présente les parties d'immeuble inspectées dans le cadre de la mission confiée à BUREAU VERITAS. Il appartient au donneur d'ordre ou à son représentant, seule personne à même d'avoir une parfaite connaissance des lieux, de signifier à BUREAU VERITAS toute omission, erreur ou incohérence éventuelle dans l'identification des locaux ou zones figurant à un titre ou à un autre dans le présent rapport.

| <i>Localisation</i> | <i>Commentaires</i> |
|---------------------|---------------------|
| BÂTIMENT / TOITURE | / |
| BÂTIMENT / FACADE | / |

5.2. Croquis de repérage

BAT 0085



| | | |
|---|---|-----------------------------------|
| Planche de repérage (la planche de repérage est indissociable du rapport) | | |
| Site : BA 113 BAT 085 FILTRAGE | Adresse : Base Aérienne 113 52100 ST EULIEN | |
| Réalisé par : Morgane FOURNIER | N° de planche : 1 / 1 | |
| | | Localisation : BÂTIMENT / TOITURE |

5.3. Attestation d'assurance



ATTESTATION D'ASSURANCE

Nous, soussignés **MSIG Insurance Europe AG**, Succursale en France, sis 65 Rue de la Victoire – 75009 PARIS – certifions par la présente que la Société :

BUREAU VERITAS SERVICES France SAS
8 Cours du Triangle 92800 Puteaux

a souscrit auprès de notre Compagnie, pour le compte de sa filiale :

Bureau Veritas Exploitation SAS
8 Cours du Triangle 92800 Puteaux

un contrat d'assurance de **RESPONSABILITE CIVILE** portant le numéro F210.16.0414.

Ce contrat a pour objet de garantir les conséquences pécuniaires de la **RESPONSABILITE CIVILE** pouvant incomber à l'Assuré en raison des dommages corporels, matériels et immatériels causés aux tiers dans le cadre de ses activités de diagnostic amiante tels que :

- Diagnostic réglementaire avant travaux ou démolition
- Assistance technique pour travaux de traitement de l'amiante
- Repérage amiante (intégration au DTA ou DT parties privatives)
- Repérage amiante avant/après travaux ou démolition
- Réalisation ou mise à jour du dossier amiante
- Examen visuel après travaux de désamiantage
- Mesures de la concentration des fibres d'amiante dans l'air des immeubles bâtis
- Prélèvement et analyse d'eau afin de rechercher la présence d'amiante en suspension
- Analyse d'échantillons prélevés par l'Assuré
- Mesures d'exposition à l'amiante des travailleurs à leurs postes de travail
- Vérification périodique de l'état de conservation des matériaux contenant de l'amiante dans les bâtiments
- Diagnostic amiante réglementaire de transaction
- Diagnostic amiante sur équipements industriels
- Diagnostic portant sur la gestion des déchets issus de la démolition de catégories de bâtiments (décret 2011-610 du 31 mars 2011) : concernant cette dernière mission il est précisé que les garanties s'appliquent y compris lorsque la mission porte sur des démolitions ne comportant pas de déchets amiantés

Mais également analyses et/ou prélèvements d'échantillons, missions de recherche d'amiante, conseil en performance énergétique et/ou toutes missions connexes d'assistance technique et/ou de conseil découlant des missions de diagnostics ci-dessus et y compris les estimations financières liées aux propositions de solutions techniques formulées par l'Assuré.

MONTANTS DE GARANTIES

RESPONSABILITE CIVILE EXPLOITATION :

Tous dommages confondus (dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs ou non), **par sinistre** 1 000 000 EUR

MSIG Insurance Europe AG
Succursale en France
65 Rue de la Victoire
75009 Paris
Tel: +33(0)1 40 67 42 42
Fax: +33(0)1 40 67 12 34

RCS Paris 753143882, APE 6512 Z
Siège social: An den Dominkanern 11-27
50668 Cologne
Allemagne



RESPONSABILITE CIVILE PROFESSIONNELLE PENDANT ET/OU APRES PRESTATION :

Tous dommages confondus (dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs ou non), par année d'assurance **1 000 000 EUR**

La présente attestation valable du 01/01/2018 au 31/12/2018 à minuit, est délivrée, sous réserve du paiement de la prime d'assurance, pour servir et valoir ce que de droit et ne peut engager la Compagnie au-delà des clauses, termes et conditions du contrat auxquels elle se réfère.

Paris, le 2 janvier 2018

MSIG Insurance Europe AG
65, rue de la Victoire - 75009 Paris
Tél : 01 40 67 42 42 - Fax : 01 40 67 12 34
RCS Paris 753143862 APE 6512Z

MSIG Insurance Europe AG
Succursale en France
65 Rue de la Victoire
75009 Paris
Tel: +33(0)1 40 67 42 42
Fax: +33(0)1 40 67 12 34

RCS Paris 753143862 APE 6512 Z
Siège social: An den Dominikanern 11-27
50668 Cologne
Allemagne

5.4. Certificat de compétence

